



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 24 AOÛT 1946

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 24th, 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Lettres patentes

"Art Neckwear Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1946, constituant en corporation: David Coveler, Lewis K. Freedman, et Harold S. Freeman, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter le commerce de manufacturiers, producteurs, négociants, marchands, importateurs, exportateurs et agents à commission de marchandises sèches, cotons, soies, rayons, lainages et tous autres genres de tissus, garnitures, ornements et toutes autres étoffes, objets et commodités pouvant servir à la fabrication de fichus pour hommes, chemises, parures de cou, écharpes pour femmes, mouchoirs de tête, couvre-chaussures; vêtements de toute description pour hommes, femmes, garçons, jeunes

Letters Patent

"Art Neckwear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1946, incorporating: David Coveler, Lewis K. Freedman and Harold S. Freeman, all advocates, of the City and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, producers, dealers, merchants, importers, exporters, and commission agents, of dry goods, cotton goods, silks, rayons, woollens, and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments, and any other materials, objects and commodities used in the manufacture of men's scarves, shirts, neckwear, women's scarves, headsquares, shoe-covers; men's women's, boys', girls', and babies' wearing apparel of every descriptions, under the name of "Art Neckwear Inc.", with a total capital stock

filles, bébés, sous le nom de "Art Neckwear Inc.", of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each, avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorzième jour de juin, 1946.

L'Assistant-procureur général,
15331 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15331-o Deputy Attorney General.

"Ateliers Artisans de Charlevoix, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Philippe Tremblay, comptable, Louis-Adélaïde Potvin, agronome, Lucien Lacroix, imprimeur, Gustave Dufour, contracteur, et J.-Elias Gagné, notaire, tous de La Malbaie, comté de Charlevoix, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de fabrication et faire en gros et en détail le commerce d'achat, vente distribution, importation et exportation de marchandises dans lesquelles le bois ou le métal ou des substances composées ou synthétiques sont parties constitutives, le commerce d'immeubles, l'achat et la vente de valeurs mobilières et immobilières, le tout comme principal, agent, courtier ou marchand à commission, sous le nom de "Ateliers Artisans de Charlevoix, Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$99,000.00, divisé en 990 actions de \$100.00 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$75,000.00, divisé en 750 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, dans le district de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15332-o L. DÉSILETS.

"Ateliers Artisans de Charlevoix, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating: Philippe Tremblay, accountant, Louis-Adélaïde Potvin, agronomist, Lucien Lacroix, printer, Gustave Dufour, contractor, and J. Elias Gagné, notary, all of La Malbaie, county of Charlevoix, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the manufacturing business, and deal, wholesale and retail, in the purchase, sale, distribution exporting and importing of merchandise wherein wood or metal, or compounds or synthetic matter, are component parts; to deal in real estate, the purchase and sale of movable or immovable securities, the whole as principal, agent, broker or commission merchant under the name of "Ateliers Artisans de Charlevoix, Limitée".

The amount of the company's capital stock will be \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares will be \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, in the district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15332 Deputy Attorney General.

"Barry Casuals Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1946, constituant en corporation: Hyman Dubman, manufacturier, Ada B. Goldstein, marchande publique, épouse séparée de biens de Hyman Dubman, et Frank Kishner, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturier, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de marchandises blanches, laines, cotons, tissus, lainages, soies, toiles et drap et vêtements de toutes sortes;

Exploiter le commerce de manufacturier, l'achat et la vente de nardes et vêtements de toute sorte et description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement en disposer, manufacturer, produire, importer et exporter tous genres et espèces de vêtements de sport;

Faire affaires comme importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands de gros, et négociants de fourrures, chapeaux et casquettes, hardes, marchandises sèches, garnitures de tailleurs et tissus textiles de tous genres, exploiter le commerce de manufacturiers, importateurs et exportateurs en gros et en détail, de tissus textiles de toute espèce et description, garnitures

"Barry Casuals Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1946, incorporating: Hyman Dubman, manufacturer, Ada B. Goldstein, marchande publique, wife separate as to property of Hyman Dubman, and Frank Kishner, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with whitewear, wool, cotton, fabrics, woollens, silks, linens and cloth and clothing of every sort;

To carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing and raiments of every kind and description and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds and types of sportswear;

To carry on business as importers, exporters, manufacturers, wholesale merchants and dealers of furs, hats and caps, clothing, dry goods, tailors' trimmings and textile fabrics of all kinds, to carry on business as manufacturers, wholesale and retail importers and exporters of textile fabrics of all kinds and descriptions, trimmings for ladies' and gentlemen's garments; to

pour vêtements de dames et de messieurs; agir comme agents, marchands à commission ou représentants pour les fins dudit commerce, sous le nom de "Barry Casuals Inc.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

15333

L. DÉSILETS.

"Carpentier Goldfields Ltd."
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: René Chénevert, avocat, de la cité de Westmount, Mario-Emiliano Lattoni, avocat, Louis-Philippe Lortie, comptable, Gérard Raymond, avocat, tous trois de la cité de Montréal, et Isabella Macfarlane, sténographe, célibataire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Carpentier Goldfields Ltd." (libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15334

L. DÉSILETS.

"C. Gendron et Compagnie, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Camille Gendron, industriel, domicilié à St-Hughes, Hervé Houle, commerçant, domicilié à St-Simon, comté Bagot, et Antoine Biron, C.R., avocat, de la cité de Drummondville, district d'Arthabaska, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce du bois;

Fabriquer et vendre des objets en bois, sous le nom de "C. Gendron et Compagnie, Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hughes, dans le comté de Bagot.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15335-o

L. DÉSILETS.

act as agents, commission merchants, or representatives for the purposes of such business, under the name of "Barry Casuals Inc." with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

15333-o

Deputy Attorney General.

"Carpentier Goldfields Ltd."
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1946, incorporating: René Chénevert, barrister, of the City of Westmount, Mario-Emiliano Lattoni, barrister, Louis-Philippe Lortie, accountant, Gérard Raymond, barrister, all three of the City of Montreal, and Isabella Macfarlane, stenographer, spinster, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Carpentier Goldfields Ltd" (No personal liability), with a total capital stock of \$3,000,000.00 divided into 3,000,000 shares of the par value of \$1.00 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15334-o

Deputy Attorney General.

"C. Gendron et Compagnie, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating: Camille Gendron, manufacturer, domiciled at St-Hughes, Hervé Houle, trader, domiciled at St-Simon, county of Bagot, and Antoine Biron, K.C., advocate, of the city of Drummondville, district of Arthabaska, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber business;

To manufacture and sell wooden objects, under the name of "C. Gendron et Compagnie, Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hughes, in the county of Bagot.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15335

Deputy Attorney General.

"Clermont Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Yvon Clermont, avocat, Jean-Jacques Janelle, courtier d'assurances, J.-V. Benoit Gailloux, gérant de fiducies corporatives, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire faire l'arpentage, subdiviser, améliorer ou développer des terrains, ériger, construire, démolir, reconstruire, réparer ou modifier toutes sortes d'édifices publics ou privés et en général agir de la manière jugée nécessaire, utile ou convenable à l'exercice complet de l'industrie et du commerce d'entrepreneurs et de constructeurs;

Manufacturer et faire le commerce de matériaux de construction et de marchandises de toutes sortes propres aux entrepreneurs et aux constructeurs, sous le nom de "Clermont Inc."

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de \$3,000.00, divisé en 600 actions de \$5.00 chacune, dont cent actions classe A, à \$5.00 soit \$500.00 et 500 actions classe B, à \$5.00 soit \$2,500.00.

Le siège social de la compagnie sera à 60 ouest, rue St-Jacques, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général.

15336-o

L. DÉSILETS.

"Clermont Inc"

Notice is hereby given that under Part II of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1946, incorporating: Yvon Clermont, advocate, Jean-Jacques Janelle, insurance broker, J. V. Benoit Gailloux, manager of trust corporations, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To have surveys and subdivisions made, improve or develop lands, erect, build, demolish, rebuild, repair or alter all kinds of public or private buildings and in general act in the manner deemed necessary, suitable or convenient to the complete fulfilment of the industry or business of contractors and builders;

To manufacture and deal in building requisites and merchandise of all kinds suitable for contractors and builders, under the name of "Clermont Inc."

The amount of capital stock of the company will be \$3,000 divided into 600 shares of \$5 each, whereof one hundred will be Class "A" shares, at \$5, to wit \$500 and 500 class "B" at \$5 to wit \$2,500.

The head office of the company will be at 60 St. James Street West, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Edgar Charbonneau Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du deuxième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Edgar Charbonneau, bijoutier, Dame Marie dit Mariette Ducharme, épouse contractuellement séparée de biens d'Edgar Charbonneau et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Aimé Bélanger, gérant, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, exploiter l'industrie et faire le commerce sous toutes les formes, de bijouterie, orfèvrerie et horlogerie, sous le nom de "Edgar Charbonneau Limitée", avec un capital total de \$30,000.00, divisé en 300 actions de \$100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires de cette compagnie ne sera pas supérieur à 20 et le transfert des actions devra être ratifié par le conseil de l'administration.

Le siège social de la compagnie sera à 1487 est, de la rue Ste-Catherine, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deuxième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général.

15337-o

L. DÉSILETS.

"Edgar Charbonneau Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the second day of July, 1946, incorporating: Edgar Charbonneau, jeweller, Dame Marie dit Mariette Ducharme, wife separate as to property by marriage contract of Edgar Charbonneau, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Aimé Bélanger, manager, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in and carry on, under all the forms thereof, the business of jeweller, goldsmith and clockmaker, under the name of "Edgar Charbonneau Limitée" with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The number of shareholders of this company shall not exceed 20 and any transfer of shares must be ratified by the board of directors.

The head office of the company will be at 1487 St. Catherine street East, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"Electrical Home, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of July,

du troisième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Claude Demers, Guy Godard, avocats, et Marcelle Larose, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme manufacturiers ou distributeurs d'appareils et accessoires de chauffage ou d'éclairage et comme manufacturiers, entrepreneurs d'appareils et accessoires de plomberie et appareils et accessoires sanitaires, installation et dispositifs de chauffage et ventilation, tuyaux, accessoires, appareils et outillages, pour des installations de chauffage, éclairage, gaz ou aqueduc;

Exercer l'industrie de manufacturiers, producteurs, fournisseurs, exportateurs et importateurs et marchands d'appareils et accessoires pour humidifier, contrôler, purifier, nettoyer l'air, appareils de ventilation, réfrigération, chauffage et appareils électriques de toute sortes, sous le nom de "Electrical Home, Ltd.", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Huntingdon, dans le district de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le troisième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15338-o L. DÉSILETS.

"F.-O. Cournoyer Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Charles Cournoyer, avocat, Dame Madeleine Cartier, veuve, tous deux de la cité de Sorel, district de Richelieu, et François Cournoyer, gérant, de la cité de Drummondville, district d'Arthabaska, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, aménager, maintenir, opérer, changer, vendre ou autrement en disposer, des hôtels, restaurants, cafés et salles de rafraîchissement; exercer le commerce d'hôtelier licencié et de cafés licenciés ou tavernes, pour la vente de liqueurs alcooliques et de bières et vins, marchands de tabac, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales, artificielles ou autres liqueurs douces, bonbons, pâtisseries; le commerce de fournisseur, pourvoyeur, pour des amusements publics d'une manière générale, sous le nom de "F.-O. Cournoyer Limitée", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, dans le district de Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15339-o L. DÉSILETS.

"Gilles Beaugrand Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Marcel Piché, Jacques Flynn, avocats, et Arline Goundrey, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1946, incorporating: Claude Demers, Guy Godard, advocates, and Marcelle Larose, spinster stenographer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers or distributors of heating or lighting apparatus and accessories and as manufacturers of and contractors for plumbing supplies and accessories and sanitary apparatus and accessories, the installation of heating and ventilating devices, pipes, accessories, apparatus and equipment for heating, lighting, gas or waterworks systems;

To carry on the business of manufacturers, producers, suppliers, exporters and importers and dealers in air conditioning, humidifying, purifying and cleansing apparatus and accessories, ventilating, refrigerating and heating systems and electrical appliances of all kinds, under the name of "Electrical Home, Ltd.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Huntingdon, district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15338 Deputy Attorney General.

"F.-O. Cournoyer Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating: Charles Cournoyer, advocate, Dame Madeleine Cartier, widow, both of the city of Sorel, district of Richelieu, and François Cournoyer, manager, of the city of Drummondville, district of Arthabaska, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To construct, build, purchase, lease or otherwise acquire, own, equip, maintain, operate, change, sell or otherwise dispose of hotels, restaurants, cafés and refreshment rooms; to carry on the business of licensed hotel-keeper, and keeper of licensed cafés or taverns, for the sale of alcoholic beverages and of beer and wine, act as tobacco dealers, importers and manufacturers of aerated waters, mineral, artificial, or other soft drinks, candies, pastry; the business of caterer, purveyor of public amusements, in general, under the name of "F.-O. Cournoyer Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office will be at Drummondville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15339 Deputy Attorney General.

"Gilles Beaugrand Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of June, 1946, incorporating: Marcel Piché, Jacques Flynn, advocates, and Arline Goundrey, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Faire le commerce de tous équipements, machineries, outils et accessoires de précision;

Fabriquer, bâtir, construire, acheter, obtenir posséder, détenir, prendre et donner à bail, vendre, céder et autrement acquérir, disposer et aliéner la coutellerie, les montres, horloges, pièces d'horlogerie, instruments d'optique, instruments photographiques et autres dont la nature est en totalité ou partiellement semblables;

Fabriquer, bâtir, construire, polir, acheter, obtenir, posséder, détenir, prendre et donner à bail, vendre, céder, et autrement acquérir, disposer et aliéner le verre;

Fabriquer, bâtir, construire, acheter, obtenir, posséder, détenir, prendre et donner à bail, vendre, céder et autrement acquérir, disposer et aliéner des bijoux, pièces de bijouterie, des orfèvreries et pièces d'orfèvrerie de toute sortes;

Fabriquer ou faire le commerce d'articles religieux de tout genre et de toutes espèces, sous le nom de "Gilles Beaugrand Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 5000 actions communes d'une valeur au pair de \$1.00, et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$.50;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15340-o

L. DÉSILETS.

To deal in all kinds of equipment, machinery, precision instruments and accessories;

To manufacture, build, construct, buy, obtain, own, hold, take and give on lease, sell, assign and otherwise acquire, dispose of and alienate cutlery, watches, clocks, parts for watchmaking, optical instruments, photographic instruments and others of a nature wholly or partly similar thereto;

To manufacture, build, construct, polish, buy, obtain, own, hold, take and give on lease, sell, assign and otherwise acquire, dispose of and alienate glass;

To manufacture, build, construct, buy, obtain, own, hold, take and give on lease, sell, assign and otherwise acquire, dispose of and alienate jewels, jewellery pieces, goldware and parts of goldware of all kinds;

To manufacture or deal in religious articles of all kinds and descriptions, under the name of "Gilles Beaugrand Inc."

The capital stock of the company is divided into 5000 common shares of a par value of \$1 and into 9,000 preferred shares of a par value of \$.50.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15340

Deputy Attorney General.

"J.-E. Giguère, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de juin 1946, constituant en corporation: J.-Ernest Giguère, négociant, Claude Giguère, marchand, et Georges Cliche, agent tous trois de Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, district de Beauce, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce ou autrement mettre en valeur, toutes sortes de bois, bruts et finis, bois de construction et bois de pulpe et tous leurs produits et sous-produits, bois en billots; exercer le commerce en gros et en détail de marchands de bois de construction, et manufacturiers et aucun et tout autre commerce s'y rapportant, comprenant l'achat, la vente et le négoce de toutes sortes de bois ou d'objets manufacturés en bois ou autrement; exercer en général dans toutes ses branches et spécialités le commerce et l'industrie d'importateurs, fabricants, manufacturiers, distributeurs et marchands en gros et en détail de toutes sortes de meubles meublants, jouets, jeux; exercer toutes opérations forestières telles que achat de limites à bois, vente de limites et louage, coupe de bois, vente du bois de coupe; exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de manufacturiers pour la construction, la réparation et la modification des travaux publics et privés et d'entreprises de toutes descriptions et sortes, sous le nom de "J.-E. Giguère, Limitée", avec un capital total de \$199,900.00, divisé en 7996 actions de \$25.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac Etchemin, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuvième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15341-o

L. DÉSILETS.

"J.-E. Giguère, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1946, incorporating: J.-Ernest Giguère, merchant, Claude Giguère, merchant, and Georges Cliche, agent, all three of Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, district of Beauce, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in or otherwise turn to account all kinds of wood, rough and finished, lumber and pulp wood and all their products and by-products, log wood; to carry on business wholesale and retail as lumber merchant and manufacturers and all or any other business connected therewith, including the purchase, sale and trade of all kinds of wood or objects made from wood or otherwise; to carry on in general and in all its branches and specialties the business and industry of importers, makers, manufacturers, distributors and wholesale and retail dealers in all kinds of household furniture, toys, games; to engage in lumbering operations, such as the purchase of timber limits, sale and lease of limits, cutting of timber, sale of cut timber; to carry on the business of general contractors and manufacturers for the building, repairing and improving of public and private works and undertakings of every description and kind, under the name of "J.-E. Giguère, Limitée", with a total capital stock of \$199,900 divided into 7996 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Lac Etchemin, district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15341

Deputy Attorney General.

"J.-H. Depelteau Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de juin 1946, constituant en corporation: Joseph-Hormisdas Depelteau, agent, Dame Laurette Pepin, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph-Hormisdas Depelteau, et J.-E. René Cardinal, industriel, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre, exercer, maintenir et opérer le commerce en gros ou en détail d'automobiles de toutes sortes, moteurs, engins, machines, yachts, bateaux, accessoires, pièces et toutes sortes de machineries, outillages ou ustensiles et de toutes matières ou entreprises susceptibles de se rattacher à l'un ou à l'autre des objets ci-dessus;

Acheter, vendre et négocier ou faire le commerce soit en gros et en détail, des huiles, graisses, gazolines, benzine, pétrole, dérivés du pétrole et toutes sortes de produits pétrolifères et leurs sous-produits, et acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, maintenir, gérer et exploiter des garages, postes de gazoline, huile et produits pétrolifères, magasins, dépôts, entrepôts et autres lieux semblables pour la mise en sûreté, le nettoyage, la réparation et le soin en général d'automobiles et auto-cars de toutes et d'aucune sorte et description et classe, et de tous leurs accessoires d'aucune et de toutes sortes et description, et louer et réparer des auto-cars, camions et automobiles de toutes sortes, exercer et transporter des passagers et du fret dans ces voitures à tels termes et conditions que la compagnie jugera avantageux;

Manufacturer, acheter, vendre, louer ou autrement acquérir et faire le commerce d'appareils et dispositifs mécaniques et électriques pour économiser les combustibles, sous le nom de "J.-H. Depelteau Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorzième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15342-0 L. DÉSILETS.

"J.-H. Depelteau Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1946, incorporating: Joseph-Hormisdas Depelteau, agent, Dame Laurette Pepin, secretary, wife separate as to property of Joseph-Hormisdas Depelteau, and J. E. René Cardinal, manufacturer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To undertake, exercise, maintain and operate the wholesale and retail business of automobiles of all kinds, motors, engines, machines, yachts, boats, accessories, parts and all kinds of machinery, equipment or utensils and any other matter or undertaking capable of being connected with one or the other of the foregoing objects

To buy, sell and trade or deal in, either wholesale or retail, oil, grease, gasoline, benzene, petroleum, petroleum derivatives and all kinds of petroleum products and their by-products, and to buy, lease or otherwise acquire, hold, own, maintain, manage and operate garages, stations for gasoline, oil and petroleum products, stores, depots, warehouses and other similar premises for the safekeeping, cleaning, repair and general care of automobiles and motor cars of all and any kind, class and description, and all their accessories of all kinds and descriptions, and to lease and repair motor cars, trucks and automobiles of all kinds, engage in the transportation of passengers and freight in the said vehicles at such terms and upon such conditions as the company may deem advantageous;

To manufacture, buy, sell, lease or otherwise acquire and deal in mechanical and electric fuel-saving apparatus and devices, under the name of "J.-H. Depelteau Inc.", with a total capital stock of \$20,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15342 Deputy Attorney General.

"Marc Rubber Co. Limited"
"La Cie de Caoutchouc Marc Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Marc Collet, chimiste, Paul Collet, industriel, tous deux de la cité de Westmount, et Simon Larue, comptable, de la cité de Montréal tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, vendre, échanger, fabriquer, louer ou se procurer de quelque manière que ce soit pour le commerce de la compagnie, des outils, matériaux, machines, automobiles, camions, tracteurs, chevaux, voitures, effets, provisions et marchandises de la manière générale, requis par la compagnie ou par les ouvriers ou employés en rapport avec le commerce de la dite compagnie;

Exercer d'une manière générale la fabrication, l'exploitation, l'achat, la vente, l'échange, le commerce et la production de tous produits partiellement ou totalement fabriqués de caoutchouc

"Marc Rubber Co. Limited"
"La Cie de Caoutchouc Marc Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating: Marc Collet, chemist, Paul Collet, manufacturer, both of the city of Westmount, and Simon Larue, accountant, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, own, sell, exchange, manufacture, lease, or acquire in any manner whatsoever, for the company's business, tools, materials, machines, automobiles, trucks, tractors, horses, carriages, goods, provisions and merchandise in general, as required by the company or by the workmen or employees in connection with the business of the said company;

In a general manner, to carry on the manufacturing, operating, purchase, sale, exchange, business and production of any products partly or wholly manufactured of rubber, whether natural

naturel ou synthétique, sous le nom de "Marc Rubber Co. Limited — La Cie de Caoutchouc Marc Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 5584, rue Christophe-Colomb, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15343-o L. DÉSILETS.

or synthetic, under the name of "Marc Rubber Co. Limited — La Cie de Caoutchouc Marc Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at number 5584, Christophe-Colomb street, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15343 Deputy Attorney General.

"La Filature de Warwick, Compagnie Limitée"
"Warwick Yarn Mills, Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Lionel Kirouac, Roland Kirouac, Roger Kirouac, industriels, André Laurent, teinturier, Alcide Desrochers, Roland St-Germain, Joseph-G. Guilbault, tous trois commis, Robert Bergeron, comptable, tous de Warwick, et Douglas E. McDonald, ass.-surintendant, de Danville, tous du district d'Arthabaska, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter l'industrie de la filature ou de la tricoterie de la laine, de la soie, du coton et de toute autre matière tissable, tricotable ou pressable en tissu, et faire le commerce de tels tissus, en gros ou en détail ou les deux ensemble, sous toute forme que ce soit, sous le nom de "La Filature de Warwick, Compagnie Limitée" — "Warwick Yarn Mills, Company Limited", avec un capital total de \$199,900.00, divisé en 7996 actions de \$25.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Warwick, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le troisième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15344-o L. DÉSILETS.

"La Filature de Warwick, Compagnie Limitée"
"Warwick Yarn Mills, Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1946, incorporating: Lionel Kirouac, Roland Kirouac, Roger Kirouac, manufacturers, André Laurent, dyer, Alcide Desrochers, Roland St-Germain, Joseph G. Guilbault, all three clerks, Robert Bergeron, accountant, all of Warwick, and Douglas E. MacDonald, asst. superintendent, of Danville, all of the district of Arthabaska, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in the spinning or knitting of wool, silk, cotton or of any matter capable of being spun, knitted or pressed into a fabric, and to deal in such fabrics, wholesale or retail, or both together, under any form whatsoever, under the name of "La Filature de Warwick, Compagnie Limitée" — "Warwick Yarn Mills, Company Limited", with a total capital stock of \$199,900, divided into 7996 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Warwick, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15344 Deputy Attorney General.

"L'Oeuvre des terrains de jeu de St-Jean-Port-Joli, Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Thomas Lavallée, marchand, Georges-M. Leclerc, employé civil, Antonio Leclerc, sculpteur, Omer Dionne, Edmond Dionne et Edgar Laurendeau, garagistes, Jean-Luc Lavallée, chirurgien-dentiste, Charles Chouinard et Roland Chouinard, bouchers, Henri Laurendeau, agent, et J.-Eustache Ancil, industriel, tous de St-Jean-Port-Joli, district de Montmagny, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir et encourager la formation morale, sociale, physique et sportive de la jeunesse; acquérir et organiser un ou des terrains de jeux et autres centres de formation ou de récréation; procurer au public des amusements, divertissements ou spectacles de tous genres, mais sans comprendre les jeux à l'argent ou de hasard, et sans but lucratif pour les hommes de ladite corporation, sous le nom de "L'Oeuvre des terrains de jeu de St-Jean-Port-Joli, Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars.

"L'Oeuvre des terrains de jeu de St-Jean-Port-Joli, Incorporée"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Thomas Lavallée, merchant, Georges-M. Leclerc, civil servant, Antonio Leclerc, sculpter, Omer Dionne, Edmond Dionne and Edgar Laurendeau, garage keepers, Jean-Luc Lavallée, dental surgeon, Charles Chouinard and Roland Chouinard, butchers, Henri Laurendeau, agent, and J.-Eustache Ancil, manufacturer, all of St-Jean-Port-Joli, district of Montmagny, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote and encourage the moral, social, physical and sportive training of youth; to acquire and organize one or more playgrounds and other training or recreational centres; To provide amusements, entertainments or performances of all kinds for the public, but without including gambling or games of chance, and without a view to profit for the members of the said corporation, under the name of "L'Oeuvre des terrains de jeu de St-Jean-Port-Joli, Incorporée".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars.

Le siège social de la corporation sera à St Jean-Port-Joli, dans le district de Montmagny.
Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15345-o L. DÉSILETS.

The head office of the corporation will be at St-Jean-Port-Joli, district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15345 Deputy Attorney General.

"L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs de Ste-Agathe-des-Monts"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Liboiron, agent d'assurances, Georges Vanier, sec.-trés. municipalité, Dr J.-Victor Charbonneau, Dr Adolphe Tessier médecins, Fernand Desjardins, épiciier, Yves Lamarche, gérant, Ulysse Hamel, notaire, et Jean-Paul Langlois, journaliste, tous de Ste-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, province de Québec, dans les buts suivants:

Réunir les enfants, jeunes gens et jeunes filles, les adultes, dans un but de récréation et d'amusement et s'occuper de leur formation religieuse, morale, sociale et sportive;

Promouvoir et établir des organisations sportives, dans l'intérêt et pour le bénéfice des enfants et des adultes des deux sexes de la Paroisse de Ste-Agathe-des-Monts, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs de Ste-Agathe-des-Monts".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Agathe-des-Monts, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15346-o L. DÉSILETS.

"L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs de Ste-Agathe-des-Monts"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Liboiron, insurance agent, Georges Vanier, sec.-treas. of the municipality, Dr. J.-Victor Charbonneau, Dr. Adolphe Tessier, physicians, Fernand Desjardins, grocer, Yves Lamarche, manager, Ulysse Hamel, notary, and Jean-Paul Langlois, journalist, all of Ste-Agathe-des-Monts, district of Terrebonne, Province of Quebec, for the following purposes:

To assemble children, young men and young girls and adults for the purpose of recreation amusement and to interest itself in their religious, moral, social and sportive training;

To promote and establish sports organisations, in the interest and for the benefit of children and adults of both sexes of the Parish of Ste-Agathe-des-Monts, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs de Ste-Agathe-des-Monts".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Agathe-des-Monts, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15346 Deputy Attorney General.

"Maid-Rite Products Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1946, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat et conseil en loi du Roi, Lawrence Popliger, avocat et Helen Popliger, secrétaire, célibataire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce de textiles, tissus et plastiques de tout genre et de toute espèce; manufacturer avec des étoffes plastiques toutes sortes de vêtements, hardes et nouveautés de tout genre et de toute espèce, sous le nom de "Maid-Rite Products Company Limited", avec un capital total de \$25,000, divisé en 1000 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15347 L. DÉSILETS.

"Maid-Rite Products Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1946, incorporating: Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, Lawrence Popliger, advocate, and Helen Popliger, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire, and sell or otherwise deal in textiles, fabrics and plastic material of any kind or nature; to manufacture all kinds of garments, wearing apparel, and novelties of any kind or nature from plastic materials, under the name of "Maid-Rite Products Company Limited", with a total capital stock of \$25,000.00, divided into 100 shares of \$25.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15347-o Deputy Attorney General.

**"L'Eclair Artificiel Fruits Mfg Limited"
"Manufacture de Fruits Artificiels Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

**"L'Eclair Artificiel Fruits Mfg Limited"
"Manufacture de Fruits Artificiels Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Ubald Desilets, avocat, Annette Giguère et Juliette Turcotte, sténographes, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en gros et en détail l'industrie, le commerce et le négoce de manufacturier, fabricant, marchand, acheteur, vendeur, importeur, exportateur, entrepreneur des biens, effets, articles et produits suivants:

spécialement des fruits artificiels;
de tous articles composés en tout ou en partie de la substance de la cire ou de la paraffine;
de bijoux, menus articles d'ornementation, d'images, de représentations, telles que les statues, de petits animaux en cire;

généralement de tous les effets, articles, produits de la mer, de la terre ou des forêts, en tout ou en partie, de la substance de bois, de métal, et de ses dérivés; ainsi que tout être ou produit de l'ordre des règnes végétal, minéral ou animal, dont le commerce n'est pas défendu ou réservé par quelque loi spéciale ou générale, sous le nom de "L'Éclair Artificiel Fruits Mfg Limited — Manufacture de Fruits Artificiels Limitée".

Le capital-actions de la compagnie se partagera en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune et de 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15348-o L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1946, incorporating: Ubald Desilets, advocate, Annette Giguère and Juliette Turcotte, stenographers, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail trade, business and industry of manufacturer, maker, merchant, buyer, seller, importer, exporter, warehouseman of the following goods, wares, articles and products;

In particular artificial fruits;
all articles composed in whole or in part of wax or paraffine substance;
knick-knacks, small wares and ornaments, pictures, images, such as statues, and small animals in wax;

Generally all effects, articles and products of the sea, the land and the forest, in whole or in part of wood, metal and their derivatives; and also any other product of the order of the vegetable, mineral or animal kingdom, the trade of which is not prohibited nor reserved by any special or general law, under the name of "L'Éclair Artificiel Fruits Mfg Limited — Manufacture de Fruits Artificiels Limitée".

The capital stock of the company will be divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15348 Deputy Attorney General.

"Mayfair Enterprises Inc."

"Mayfair Enterprises Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Jean-Paul Cardinal, gérant, de Montréal-Nord, Ovila Tétrault, notaire, et Gabriel Boutin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir, posséder, opérer, louer, prendre à bail, maintenir, arrenter ou autrement exercer le commerce de transport par autos-taxis, camions, omnibus, autobus et toutes sortes d'automobiles et véhicules-moteurs et exercer généralement le commerce de voitures privées pour location à des personnes, ou pour effets, articles et marchandises et fournir et pourvoir les propriétaires ou opérateurs d'automobiles et taxis-cabs ou à d'autres personnes ou firmes exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie, tous services, facilités, informations, privilèges, concessions, droits, annonces qui sembleront avantageux à la Compagnie, ou à ceux qui feront des contrats avec la Compagnie, sous le nom de "Mayfair Enterprises Inc.", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15349-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1946, incorporating: Jean-Paul Cardinal, manager, of Montreal North, Ovila Tétrault, notary, and Gabrielle Boutin, stenographer, spinster both of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, acquire, own, operate, lease, take on lease, maintain, rent or otherwise carry on a transportation business by taxi-cab, truck, omnibus, autobus and all kinds of automobiles and motor vehicles and carry on business generally for the renting of private vehicles to persons or for goods, articles and merchandise and to supply and provide for automobile or taxi-cab owners or operators, or for other persons or firms, carrying on a business, in whole or in part similar to that of the company, any services, facilities, information, privileges, concessions, rights, advertisements, which may seem advantageous to the company, or to those who may enter into contract with the company, under the name of "Mayfair Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15349 Deputy Attorney General.

"Michaud & Simard, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de juin 1946, constituant en corporation: Maurice Michaud, Donat Simard et Edgar Michaud, industriels, et Thomas Simard, employé civique, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer tous ou aucun des commerces comme entrepreneurs généraux pour la construction, l'érection, réparation, modification, maintien et/ou opération de travaux publics et privés de toute nature ou genre quelconque;

Exploiter et exercer dans toutes ou aucune de leurs spécialités respectives tous ou aucun des commerces de pavages dans toutes ses spécialités, manufacturiers, négociants et ouvrier, en ciment, asphalte, pierre, pierre concassée, sable, argile schisteuse, roc, bois, brique, blocs, tuile, matériaux de pavage, argile, gravier, sablonnières et leurs sous-produits, construction, maintien et réparation de routes, défrichement, nivellement et remplissage de terrains publics ou privés, travaux de touage, renflouage et sauvetage, arrimage, d'éclairage, draguage et tous autres travaux de marine et de sous-marine, excavations d'édifices publics, commerciaux ou constructions simplement privées, constructeurs, couvreurs, propriétaires de carrières et marchands de pierre, sable, grève, marchands de charbon et négociants de toutes sortes de combustibles, y compris le pétrole, les huiles et le gaz, marchands de glace, manufacturiers et négociants de matériaux de construction, accessoires, et la manutention la garde, l'entreposage ou le voiturage requis de toutes marchandises ou trafic, agents de vaisseaux, gardiens de quais, voituriers par terre, eau et par air, agents de transport, transport de passagers et d'animaux, expéditeurs et entreposeurs, sous le nom de "Michaud & Simard, Inc."

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera cent mille piastres (\$100,000.00) divisé comme suit: la partie du capital-actions qui sera émise comme actions ordinaires est de cinquante-cinq mille piastres (\$55,000.00) divisée en cinq cent cinquante (550) actions communes d'une valeur au pair de \$100.00 chacune;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de quarante-cinq mille piastres, (\$45,000.) divisée en quatre cent cinquante actions (450) privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie devra être limité à vingt (20);

Les actions ordinaires ou privilégiées du capital social de la compagnie ne pourront être transférées sans le consentement du Bureau de Direction, en suivant au surplus les prescriptions et les règlements généraux de la compagnie ou les résolutions que le Bureau de Direction pourra édicter à cet effet.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deuxième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15350-o

L. DESILETS.

"Michaud & Simard, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1946, incorporating: Maurice Michaud, Donat Simard and Edgar Michaud, manufacturers, and Thomas Simard, civic employee, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in all or any of the businesses of general contractors for the building, erecting, repairing, improving, maintenance and or operation of public and private works of every nature or kind;

To carry on and exercise in all or any of their respective lines all or any of the business of paving in all its branches, manufacturers of, dealers and workers in cement, asphalt, stone, crushed stone, sand, argillaceous schist, rock, wood, brick, blocks, tile, paving materials, clay, gravel, sand pits and their by-products, construction, maintenance and repairing of roads, clearing, levelling and filling-in public and private lands, towing, salvaging, wrecking, loadings, lighting, dredging and all other marine and sub-marine works, excavations for public buildings, commercial or simply private constructions, builders, roofers, proprietors of quarries and stone, sand and gravel merchants, coal merchants and dealers in all kinds of fuel, including petroleum, oils, and gas, ice merchants, manufacturers and dealers in building materials, accessories, and the handling, keeping, warehousing and carting required for all merchandise or traffic, shipping agents, wharfingers, forwarders by land, water and air, transport agents, transportation of passengers and animals, shippers and warehousemen, under the name of "Michaud & Simard, Inc."

The amount of joint capital stock of the company will be one hundred thousand dollars (\$100,000), divided as follows: the part of capital stock to be issued as common shares will be fifty-five thousand dollars (\$55,000), divided into five hundred and fifty (550) common shares of a par value of \$100 each;

The part of capital stock to be issued as preferred shares will be forty-five thousand dollars (\$45,000), divided into four hundred and fifty (450) preferred shares of a par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20);

The common or preferred shares of the capital stock of the company shall not be transferred without the consent of the Board of Directors, by following, in addition to the provisions and general by-laws of the company, the resolutions which the Board of Directors may enact for such purpose.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1946.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

15350

"Montreal Soaring Council"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes

"Montreal Soaring Council"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth

en date du vingt-cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation sans capital-actions: John D. Agnew, technicien en dessin d'avions, Tristan-B. Labelle, commis en génie technique, et Pierre-Geo. Beaulieu, dessinateur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Etudier et promouvoir la science du glissage et du planage, et s'engager dans toutes activités utiles à cette fin;

Exercer les opérations du vol, dans ou avec aéronefs, sous le nom de "Montreal Soaring Council".

Le montant auquel est limitée la valeur immobilière que la corporation pourra posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général.

15351

L. DÉSILETS.

day of June, 1946, incorporating without share capital: John D. Agnew, aircraft design technician, Tristan B. Labelle, technical engineering clerk, and Pierre-Geo. Beaulieu, draughtsman, all of the City and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To study and promote the science of Gliding and Soaring and to engage in any activities useful for such purposes;

To carry out flying operations in or with aerodynes, under the name of "Montreal Soaring Council".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$25,000.00.

The head office of the Corporation will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General,

15351-o

"Pointe Claire Lumber Ltd — Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Léon Faribault, avocat, Rita Angers et Madeleine Bourassa, sténographes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de marchand de bois; acheter, vendre, fabriquer et manufacturer tous les produits et sous-produits de la forêt, et plus spécialement les billots, les planches, bardeaux, dormants (ties), poteaux, bois de pulpe, papier, carton, poteaux de téléphone ou télégraphe, et fabriquer tout article composé de bois en tout ou en partie; et à ces fins, faire le commerce de marchand général, acquérir, posséder et opérer des moulins et usines de toutes sortes, des magasins, des entrepôts, des limites à bois, des immeubles, sous le nom de "Pointe Claire Lumber Ltd — Ltée", avec un capital total de \$100,000.00, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$50.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville de Pointe-Claire, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général.

15352-o

L. DÉSILETS.

"Pointe Claire Lumber Ltd — Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1946, incorporating: Léon Faribault, advocate, Rita Angers and Madeleine Bourassa, stenographers, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as lumber merchant; buy, sell, make and manufacture all forest products and by-products, and more particularly logs, planks, shingles, ties, poles, pulp wood, paper, cardboard, telephone and telegraph poles, and to manufacture any object composed wholly or partly of wood; for such purposes, to carry on the business of a general merchant, acquire, own and operate mills and plants of all kinds, stores, warehouses, timber limits and immovables, under the name of "Pointe Claire Lumber Ltd — Ltée", with a total capital stock of \$100,000 divided into 2,000 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be in the Town of Pointe-Claire, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General,

15352

"Quebec Productions Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Céleste Levasseur, Francine Gravel, sténographes, célibataires, de la cité de Montréal, et Louis-Joseph de la Durantaye, avocat, demeurant à Dorion (Vaudreuil Station), tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de la réalisation, de la distribution et de la représentation, sous toutes manières ou procédés, des œuvres du théâtre, de la cinématographie, de la radiodiffusion, de la télévision et de la publicité;

A ces fins, exercer en outre le commerce et l'industrie d'importation ou d'exportation de manuscrits, reproductions scénarios, adaptations,

"Quebec Productions Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1946, incorporating: Céleste Levasseur, Francine Gravel, stenographers, spinsters, of the city of Montreal, and Louis-Joseph de la Durantaye, advocate, residing at Dorion (Vaudreuil Station), all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and industry of obtaining, distributing and representing, by every way or procedure, theatrical works, moving-pictures, radio broadcasting, television and advertising;

For the above purposes, to engage, moreover, in the business and industry of importing or exporting manuscripts, reproductions, scena-

cinéromans et de machines, appareils, instruments, sous le nom de "Quebec Productions Corporation".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$100,000.00, divisé en 1,000 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le troisième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,
15353-o L. DÉSILETS.

"Shakespeare Club"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-et-unième jour de juin 1946, constituant en corporation sans capital actions: Fred Barnes, Richard Holliday, commis, et Robert Irwin, machiniste, tous de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants.

Le soulagement des membres affligés, des veuves et des orphelins, et la propagation d'un véritable esprit fraternel, sous le nom de "Shakespeare Club".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir est de quinze mille dollars.

Il est expressément entendu que les pouvoirs accordés n'autorisent pas le jeu à l'argent, les jeux de hasard ni les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le siège social de la corporation sera à Lachine, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et-unième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15354 L. DÉSILETS.

"S. I. R. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Fanny Roman, secrétaire, célibataire, majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter un commerce général d'entrepreneurs, constructeurs et excavateurs, comprenant des spécialistes dans tous les genres de travaux de construction en béton et dans toutes les branches d'iceux, et conclure des contrats à cette fin, construire, exécuter et, pour les fins susdites, le commerce d'une compagnie de construction générale et celle d'entrepreneurs pour la construction de travaux publics et privés;

Exploiter le commerce de marchands, en gros et en détail, importateurs et exportateurs de matériaux de construction et d'outillage de construction de routes, et des outils, machines, quincaillerie et matériaux de construction de toutes sortes; faire affaires comme machinistes, fabricants d'outils, travailleurs en bois, peintres, fondeurs en bronze, ouvriers en métal, et se livrer à la fabrication de machinerie, moteurs, et outillage concernant, de quelque manière, la machinerie ou l'industrie de la construction, sous le nom de "S. I. R. Ltd.", avec un capital total de \$3,000, divisé en 30 actions, de \$100 chacune.

rios, adaptations, moving picture scripts and machines, apparatus and instruments, under the name of "Quebec Productions Corporation".

The amount of capital stock of the company is \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1946.

L. DÉSILETS,
15353 Deputy Attorney General.

"Shakespeare Club"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1946, incorporating without share capital: Fred Barnes, Richard Holliday, clerks, and Robert Irwin, machinist, all of the City of Lachine, in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

The relief of distressed Members, Widows and Orphans, and propagation of the spirit of true brotherhood, under the name of "Shakespeare Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is fifteen thousand dollars.

It is distinctly understood that the powers granted do not permit gambling games, games of chance and games of chance and skill mixed.

The head office of the corporation will be at Lachine in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15354-o Deputy Attorney General.

"S. I. R. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1946, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and king's Counsel, Fanny Roman, secretary, spinster of the full age of majority, both of the city of Montreal, and Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, builders and excavators, including specialists in all types of concrete construction work in all its branches, and to enter into contracts for, construct, execute and to carry on for the purposes aforesaid the businesses of a general construction company and contractors for the construction of works, public and private;

To carry on business as dealers in, wholesale and retail, and as importers and exporters of, construction and highway equipment and tools, implements, hardware and building materials of all kinds; to carry on business as machinists, tool makers, woodworkers, painters, brass founders, metal workers, and to engage in the manufacture of machinery, engines, and equipment in any way connected with the machinery or construction business, under the name of "S. I. R. Ltd.", with a total capital stock of \$3,000.00, divided into 30 shares of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lambert, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15355 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at St-Lambert, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15355-o Deputy Attorney General

"Théâtre Capitol de Magog Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, Bernard Le-Bel, avocats, et Ghislaine Gagné, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants;

Posséder, louer et exploiter des théâtres et donner en spectacle au public, moyennant rémunération, des représentations théâtrales, des vues animées, du vaudeville, des reproductions photographiques, des chansons illustrées, des verres colorés pour chansons et en général des exhibitions et spectacles artistiques de toutes sortes, sous le nom de "Théâtre Capitol de Magog Inc."

Le capital social de ladite compagnie sera de \$10,000.00, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15356-o L. DÉSILETS.

"Théâtre Capitol de Magog Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1946, incorporating: Henri-Paul Lemay, Bernard LeBel, advocates, and Ghislaine Gagné, secretary, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To own, lease and operate theatres and give public performances in same, for remuneration, theatrical entertainments, moving pictures, vaudeville, photographic reproductions, illustrated songs, coloured song slides and in general artistic exhibitions and performances of all kinds, under the name of "Théâtre Capitol de Magog Inc.", with a total capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Magog, district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15356 Deputy Attorney General

"Théâtre Palace de Magog Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, Bernard Le Bel, avocats, et Ghislaine Gagné, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder, louer et exploiter des théâtres et donner en spectacle au public, moyennant rémunération, des représentations théâtrales, des vues animées, du vaudeville, des reproductions photographiques, des chansons illustrées, des verres colorés pour chansons et en général des exhibitions et spectacles artistiques de toutes sortes, sous le nom de "Théâtre Palace de Magog Inc."

Le capital-actions de la compagnie sera de \$10,000.00, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,
15357-o L. DÉSILETS.

"Théâtre Palace de Magog Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1946, incorporating: Henri-Paul Lemay, Bernard Le Bel, advocates, and Ghislaine Gagné, secretary, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To own, lease and operate theatres and give public performances in same, for remuneration, theatrical entertainments, moving pictures, vaudeville, photographic reproductions, illustrated songs, coloured song slides and in general artistic exhibitions and performances of all kinds, under the name of "Théâtre Palace de Magog Inc.", with a total capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Magog, district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,
15357 Deputy Attorney General

"Théâtre Rialto de Farnham Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, Bernard Le Bel, avocats, et Ghislaine Gagné, secrétaire, fille

"Théâtre Rialto de Farnham Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1946, incorporating: Henri-Paul Lemay, Bernard Le Bel, advocates, and Ghislaine Gagné, secretary, spinster all of the city and district of

majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder, louer et exploiter des théâtres et donner en spectacle au public, moyennant rémunération, des représentations théâtrales, des vues animées, du vaudeville, des reproductions photographiques, des chansons illustrées, des verres colorés pour chansons et en général des exhibitions et spectacles artistiques de toutes sortes, sous le nom de "Théâtre Rialto de Farnham Inc.", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Farnham, district de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général.

15358-o

L. DÉSILETS.

"Théâtre Star de Waterloo Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, Bernard Le Bel, avocats, et Ghislaine Gagné, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder, louer et exploiter des théâtres et donner en spectacle au public, moyennant rémunération, des représentations théâtrales, des vues animées, du vaudeville, des reproductions photographiques, des chansons illustrées, des verres colorés pour chansons et en général des exhibitions et spectacles artistiques de toutes sortes, sous le nom de "Théâtre Star de Waterloo Inc.", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Waterloo, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général.

15359-o

L. DÉSILETS.

"Van Geun Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1946, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw et Louis Feigenbaum, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des vêtements pour hommes, dames, jeunes gens, enfants et bébés, hardes et fournitures des tous genres et descriptions, et les matières premières employées dans tels vêtements et pour iceux, et en faire généralement le commerce comme mandants ou agents, et soit en gros ou en détail, sous le nom de "Van Geun Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général.

15360

L. DÉSILETS.

Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To own, lease and operate theatres and give public performances in same, for remuneration, theatrical entertainments, moving pictures, vaudeville, photographic reproductions, illustrated songs, coloured song slides and in general artistic exhibitions and performances of all kinds, under the name of "Théâtre Rialto de Farnham Inc.", with a total capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Farnham, district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15358

Deputy Attorney General.

"Théâtre Star de Waterloo Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1946, incorporating: Henri-Paul Lemay, Bernard Le Bel, advocates, and Ghislaine Gagné, secretary, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To own, lease and operate theatres and give public performances in same, for remuneration, theatrical entertainments, moving pictures, vaudeville, photographic reproductions, illustrated songs, coloured song slides and in general artistic exhibitions and performances of all kinds, under the name of "Théâtre Star de Waterloo Inc.", with a total capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Waterloo, district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15359

Deputy Attorney General.

"Van Geun Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1946, incorporating: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw and Louis Feigenbaum, advocates, all of the City and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export men's, ladies', youths', children's and infants' wearing apparel, clothing and furnishings of every kind and description, and raw materials used therein and therefor, and generally to deal in the same as principals or agents wholesale or retail, under the name of "Van Geun Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

15360-o

Deputy Attorney General.

"West-Island Investment Co. Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour d'avril 1946, constituant en corporation: Gérard Tardif, notaire, Hubert Ranger, médecin, et Jeanne Daoust, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Hubert Ranger, tous trois de la ville de Pointe-Claire, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les fonctions de courtiers en valeurs, et acheter, mettre sur le marché, souscrire ou autrement acquérir par souscription originaire, soumission, participation des syndicats ou autrement, et conditionnellement ou autrement, détenir comme placement ou autrement posséder, vendre, enrégistrer, échanger, transporter, céder, louer, hypothéquer, mettre en gage, grever ou autrement en disposer et mettre en valeur et généralement négocier les titres, actions, obligations, débentures et autres valeurs et autres intérêts dans toute compagnie, corporation, association, syndicat ou compagnie de fidéicommis, ou les obligations, débentures ou autres titres de tout gouvernement, cité, ville, village ou autre municipalité ou corporation municipale ou scolaire, sous le nom de "West-Island Investment Co. Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de dix mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Claire, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour d'avril 1946.

L'Assistant-procureur général,

15361-o

L. DÉSILETS.

"West-Island Investment Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1946, incorporating: Gérard Tardif, notary, Hubert Ranger, physician, and Jeanne Daoust, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Hubert Ranger, all three of the Town of Pointe-Claire, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of stock brokers, and to buy, place on the market, underwrite or otherwise acquire by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and conditionally or otherwise, hold as investment or otherwise own, sell, register, exchange, convey, assign, lease, hypothecate, give as security, mortgage or otherwise dispose of and turn to account and generally deal in stock, shares, bonds, debentures and other securities and other interests in any company, corporation, association, syndicate or trust company, or the bonds, debentures or other securities of any government, city, town, village or other municipality or municipal or school corporation, under the name of "West-Island Investment Co. Limited".

The capital stock of the company will be divided into 2000 shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will commence operations will be ten thousand dollars.

The head office of the company will be at Pointe-Claire, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1946.

L. DÉSILETS,

15361

Deputy Attorney General.

"Wolfe Realities Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juin 1946, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Fanny Roman, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce de propriétés foncières et immobilières, et négocier l'achat, la vente, l'échange ou la location de propriétés foncières et immobilières, et, faire affaires généralement comme agents d'immeubles, dans toutes les branches de ce commerce, sous le nom de "Wolfe Realities Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15362

L. DÉSILETS.

"Wolfe Realities Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1946, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Fanny Roman, secretary, spinster of the full age of majority, both of the City of Montreal, and Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immovable property and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immovable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches, under the name of "Wolfe Realities Ltd.", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15362-o

Deputy Attorney General.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

LETTRES PATENTES

ATTENDU que le paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des cités et villes, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 233), édicte que le Lieutenant-gouverneur-en-conseil, sur requête du conseil d'une municipalité, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU que le conseil de la ville de l'Île Cadieux, par sa requête en date du 17 juin 1946, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte, la Loi 12 George V, chapitre 115, en y remplaçant l'article 13 par les dispositions de l'article 173 de la Loi des cités et villes, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 233);

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 31 juillet 1946, nous accordons la requête du conseil municipal de la ville de l'Île Cadieux, en date du 17 juin 1946, et Nous déclarons et ordonnons par les présentes lettres patentes, qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que la charte de ladite ville soit modifiée en y remplaçant l'article 13 par l'article 173 de la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 233).

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D. Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce treizième jour d'août en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
15379-0 JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

LETTERS PATENT

WHEREAS paragraph 2 of section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233) enacts that the Lieutenant-Governor in Council may, on petition of the council of the municipality issue letters patent amending the charter of such corporation by replacing certain provisions thereof by the corresponding ones of the Cities and Towns Act;

WHEREAS the council of the town of l'Île Cadieux, by its petition bearing date the 17th of June, 1946, requests that letters patent be issued in its favour, for the purpose of amending its charter the Act 12 George V, chapter 115, by replacing section 13 by the provisions of section 173 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233);

WHEREAS all the formalities prescribed by Law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated July 31, 1946, We do grant the petition of the municipal council of the town of l'Île Cadieux, bearing date the 17th of June, 1946, and We declare and order by the present letters patent, which shall come into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the charter of the said town be amended by replacing section 13 by section 173 of the Cities and Towns Act, the whole in conformity with the provisions of paragraph 2 of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233).

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M. D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this THIRTEENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,

15379 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de St-François, Cour Supérieure, Dame C. Blais, épouse commune en biens de Clinton Pidgeon de la cité de Sherbrooke, district de St-François, Demanderesse, vs C. Pidgeon, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, Défendeur.

Une action de séparation de biens, a été instituée le 8ième jour d'août 1946.

Sherbrooke, ce 13 août 1946

Les Procureurs de la demanderesse,
15363-o DUGRÉ & COTÉ.

Canada, Province de Québec, district de Québec, dans la cour supérieure, N° 51205, Aurore Boucher, 10 rue McMahon, Québec, demanderesse vs Alphonse Villeneuve, 1542, rue St-Mathieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause.

Québec le 19 août 1946.

Les Procureurs de la demanderesse,
15374-o DORION, DORION & ROBITAILLE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 246,785. Dame Sophie Xenos, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Anastasias Mavrias, restaurateur, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Montréal, 20 août 1946.

Les avocats de la dite Dame Sophie Xenos,
15383-o DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of St-Francois, Superior Court, Dame C. Blais, wife common as to property of Clinton Pidgeon, of the city of Sherbrooke, district of St-Francois, plaintiff; vs C. Pidgeon, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, defendant.

An action for separation as to property was instituted on the 8th day of August, 1946.

Sherbrooke, August 13, 1946.

DUGRÉ & COTÉ
Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, in the Superior Court, No. 51205, Aurore Boucher, 10 McMahon street, Quebec, plaintiff; vs Alphonse Villeneuve, 1542 St. Matthew street, Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case.

Quebec, August 19, 1946.

DORION, DORION & ROBITAILLE,
15374 Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, N° 246,785. Dame Sophie Xenos, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Anastasias Mavrias, Restaurant Owner, of the same place, has, this date, instituted an action in separation as to property.

Montreal, August 20th, 1946.

DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU,
15383-o Attorneys for Dame Sophie Xenos.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3225

Québec, le 15 août 1946.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de la construction dans la région de Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 19 avril 1940 et amendements, à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 juin 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU QUE les augmentations de salaires proposées dans ladite requête ont été approuvées par le Conseil régional du Travail, par décision rendue à sa séance du 14 mai 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre d'État, J.-H. Déléisle:

Order in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3225

Quebec, August 15th, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the building trades in the district of Trois-Rivières.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the building industry in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières, rendered obligatory by decree number 1658 of April 19th, 1940, and amendments, for the purpose of amending the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on June 29th, 1946;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the increases in wages suggested in the said request have been approved by the Regional War Labour Board, by a decision rendered at its meeting of May 14th, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable J. H. Déléisle, minister without portfolio:

QUE ledit décret, numéro 1658, soit modifié de la façon suivante:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux minima de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

	<i>Salaires horaires</i>	
	<i>Zone I</i>	<i>Zone II</i>
Briqueur	\$1.00	\$1.00
Maçon	1.00	1.00
Plâtrier	1.00	1.00
Charpentier-menuisier	0.80	0.65
Peintre	0.75	0.60
Peintre (machine à asperger)	0.95	0.95
Tapissier	0.75	0.60
Électricien	0.75	0.70
Journalier (ouvrier non spécialisé)	0.60	0.50
Chauffeur de bouilloire	0.70	0.60
Mécanicien de machine fixe	0.80	0.70
Préposé aux grues, monte-charge, ascenseurs (à vapeur)	0.90	0.80
Préposé au compresseur	0.80	0.70
Préposé au malaxeur	0.80	0.70
Mécanicien (millwright)	0.80	0.65
Machiniste	0.80	0.65
Forgeron	0.80	0.65
Poseur de marbre	1.00	1.00
Poseur de tuile	0.90	0.90
Poseur de terrazzo	0.80	0.80
Polisseur de terrazzo (machine à sec)	0.75	0.75
Polisseur de terrazzo (machine à l'eau)	0.70	0.70
Poseur de lattes métalliques	0.70	0.60
Poseur de lattes en bois	0.70	0.60
Poseur de lattes en bois (au mille)	3.00	2.25
Finisseur de ciment	0.80	0.65
Jointoyeur (tireur de joints)	0.70	0.60
Faiseur de mortier	0.65	0.55
Couleur de blanc	0.65	0.55
Porteur d'oiseau	0.65	0.55
Brasseur de célanite	0.65	0.55
Foreur	0.65	0.55
Gréeur	0.70	0.65
Blanchisseur à la chaux	0.65	0.55
Chauffeur de camion automobile	0.60	0.55
Conducteur de chevaux	0.60	0.50
Couvreur, ardoise et tuile	0.85	0.75
Couvreur, composition	0.70	0.60

Les taux de salaires minima déterminés dans le présent décret comprennent l'augmentation de salaire de \$0.05 de l'heure accordée par le Conseil régional du Travail de Québec en date du 14 mai 1946."

2° a) Les taux de salaires de "quatre-vingt-sept (\$0.87) cents" et "cinquante-huit (\$0.58) cents", mentionnés au paragraphe "a" de l'article IIIa (fer structural), sont remplacés respectivement par les taux "d'un dollar et onze cents (\$1.11)" et de "soixante-dix-huit (\$0.78) cents".

b) Les taux de salaires de "0.70 cents" et 0.47 cents" mentionnés au dernier alinéa du paragraphe "b" de l'article IIIa, sont remplacés respectivement par les taux de "quatre-vingt-neuf (\$0.89) cents" et "soixante-et-sept (\$0.67) cents".

c) Le paragraphe "d" de l'article IIIa est remplacé par le suivant:

"d. *Taux de salaires:* Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

<i>Métiers</i>	<i>Salaires horaires</i>
Peintre (fer structural)	\$1.00
Travailleur en fer structural (toutes catégories)	1.11

THAT the said decree, number 1658, be amended in the following manner:

1. Section III is replaced by the following:

"III. *Minimum rates of wages:* The minimum rates of wages are the following for each of the trades mentioned hereinbelow:

	<i>Hourly rates</i>	
	<i>Zone I</i>	<i>Zone II</i>
Bricklayer	\$1.00	\$1.00
Mason	1.00	1.00
Plasterer	1.00	1.00
Carpenter-joiner	0.80	0.65
Painter	0.75	0.60
Painters (spraying machine)	0.95	0.95
Paper hanger	0.75	0.60
Electrician	0.75	0.70
Common labourer	0.60	0.50
Fireman	0.70	0.60
Stationary engineman	0.80	0.70
Engineman — crane, lift and elevator (steam)	0.90	0.80
Engineman — compressor	0.80	0.70
Engineman — mixer	0.80	0.70
Millwright	0.80	0.65
Machinist	0.80	0.65
Blacksmith	0.80	0.65
Marble setter	1.00	1.00
Tile setter	0.90	0.90
Terrazzo layer	0.80	0.80
Terrazzo polisher (dry process)	0.75	0.75
Terrazzo polisher (water process)	0.70	0.70
Lather (metal)	0.70	0.60
Lather (wood)	0.70	0.60
Lather (wood)—per thousand	3.00	2.25
Cement finisher	0.80	0.65
Jointer	0.70	0.60
Mortar maker	0.65	0.55
Plaster pourer	0.65	0.55
Hod carrier	0.65	0.55
Celanite mixer	0.65	0.55
Driller	0.65	0.55
Rigger	0.70	0.65
Whitewasher	0.65	0.55
Motor-truck driver	0.60	0.55
Horse driver	0.60	0.50
Roofer, slate and tile	0.85	0.75
Roofer, composition	0.70	0.60

The minimum wage rates determined in the present decree include the wage increase of \$0.05 per hour granted by the Regional War Labour Board for Quebec on May 14, 1946."

2. a) The wage rates "eighty-seven (\$0.87) cents" and "fifty-eight (\$0.58) cents", mentioned in subsection "a" of section IIIa (structural steel), are respectively replaced by the rates "one dollar and eleven cents (\$1.11)" and "seventy-eight cents (\$0.78)".

b) The wage rates "\$0.70" and "\$0.47" mentioned in the last paragraph of subsection "b" of section IIIa, are respectively replaced by the rates "eighty-nine cents (\$0.89)" and "sixty-seven cents (\$0.67)".

c) Subsection "d" of section IIIa is replaced by the following:

d) *Rates of wages:* The following are the minimum rates of wages for each one of the trades mentioned hereinbelow:

<i>Trades</i>	<i>Hourly rates</i>
Painter (structural iron)	\$1.00
Structural iron worker (all categories)	1.11

Chaudronnier, monteur et mécanicien de machine génératrice à vapeur 1.11
Aide chaudronnier, monteur et mécanicien de machine génératrice à vapeur 0.84"
3° L'article IV est remplacé par le suivant:
"IV. Apprentissage: Les taux de salaires horaires des apprentis sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

	Salaire horaire	
Briqueur, plâtrier et maçon:	Zone I	Zone II
Première année	\$0.30	\$0.30
Deuxième année	0.45	0.45
Troisième année	0.55	0.55

Aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti par cinq (5) compagnons briqueurs, maçons ou plâtriers ou fraction de cinq (5).

	Zone I Zone II	
Electricien:		
Première année	\$0.35	0.30
Deuxième année	0.40	0.35
Troisième année	0.45	0.40
Quatrième année	0.50	0.50

Il n'y a qu'un (1) apprenti pour chaque compagnon électricien. Peintre, tapissier, mécanicien, (millwright), machiniste, forgeron, poseur de marbre, de terrazzo, tuile, mosaïque, finisseur de ciment, jointoyeur, blanchisseur à la chaux:

	Zone I Zone II	
Première année	\$0.30	0.30
Deuxième année	0.40	0.35
Troisième année	0.50	0.40

Aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons du métier ou fraction de trois (3).

	Zone I Zone II	
Charpentier-menuisier:		
Première année	\$0.30	\$0.30
Deuxième année	0.45	0.35
Troisième année	0.60	0.40

Aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons du métier ou fraction de trois (3).

Aucun employeur ne peut employer d'apprenti s'il n'a pas de compagnon du même métier à son emploi."

A. MORISSET,

15389-o Greffier du Conseil Exécutif.

Boiler-maker, erector and steam generator mechanic. 1.11
Boiler-maker, erector and steam generator mechanic helper 0.84"
3. Section IV is replaced by the following:
"IV. Apprenticeship: Apprentices' hourly rates of wages are the following for each of the trades mentioned hereinbelow:

	Zone I Zone II	
Bricklayer, plasterer, mason:		
First year	\$0.30	\$0.30
Second year	0.45	0.45
Third year	0.55	0.55

No employer may hire more than one (1) apprentice to each five (5) bricklayers, masons or plasterer-journeymen or fraction thereof.

	Zone I Zone II	
Electrician:		
First year	\$0.35	\$0.30
Second year	0.40	0.35
Third year	0.45	0.40
Fourth year	0.50	0.50

There shall be but one (1) apprentice to each electrician journeyman.

Painter, paper-hanger, millwright, machinist, blacksmith, marble, terrazzo, tile and mosaic setter, cement finisher, joiner and whitewasher:

	Zone I Zone II	
First year	\$0.30	\$0.30
Second year	0.40	0.35
Third year	0.50	0.40

No employer may hire more than one (1) apprentice to each three (3) journeymen of the trade or fraction thereof.

	Zone I Zone II	
Carpenter-joiner:		
First year	\$0.30	\$0.30
Second year	0.45	0.35
Third year	0.60	0.40

No employer may hire more than one (1) apprentice to each three (3) journeymen of the trade or fraction thereof.

No employer may employ apprentices when he has no journeyman of the same trade in his employ."

A. MORISSET,

15389-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Odanak", en date du 20 juin 1946, dont le siège social est situé à Odanak, comté de Yamaska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,

15364-o JEAN BRUCHESI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat du Travail de Poularies", en date du 4 août 1946, dont le siège social est situé à Poularies, comté Abitibi-Ouest, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,

15371-o JEAN BRUCHESI.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Odanak", under date the twentieth day of June, 1946, whereof the head office is at Odanak, county of Yamaska, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of August, 1946.

JEAN BRUCHESI,

15364 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat du Travail de Poularies" under date the 4th day of August, 1946, whereof the head office is at Poularies, county of Abitibi-West and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th of August, 1946.

JEAN BRUCHESI,

15371 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Manseau", en date du 4 juillet 1946, dont le siège social est situé à Manseau comté de Nicolet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15365-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat copératif "La Caisse Populaire Desjardins de St-Cyrille-de-Normandin", en date du 21 mai 1946, dont le siège social est situé à Normandin, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15366-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération de l'U. C. C. du Diocèse d'Amos", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 9 août 1946.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Amos, comté d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15367-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Joseph-de-Ham-Sud", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 7 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ham-Sud, comté de Wolfe.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15368-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de Chicoutimi", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Chicoutimi, comté de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15375-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Manseau", under date the fourth day of July, 1946, whereof the head office is at Manseau, county of Nicolet, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this seventh day of August, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
15365 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de St-Cyrille-de-Normandin", under date the twenty-first day of May, 1946, whereof the head office is at Normandin, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this seventh day of August, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
15366 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation of professional syndicates under the name of "La Fédération de l'U. C. C. du Diocèse d'Amos" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August, 9, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Amos, county of Abitibi.

JEAN BRUCHÉSI,
15367 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Joseph-de-Ham-Sud", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 7, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at South Ham, county of Wolfe.

JEAN BRUCHÉSI,
15368 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de Chicoutimi", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 18, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Chicoutimi, county of Chicoutimi.

JEAN BRUCHÉSI,
15375 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de East-Hereford", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 11 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à East-Hereford, comté de Compton.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15376-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de Notre-Dame-de-Bonsecours", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Richelieu, comté de Rouville.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15377-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de Ripon", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 23 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ripon, dans le comté de Papineau.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15378-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Augustin-de-Woburn", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 13 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Augustin-de-Woburn, comté de Frontenac.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15385-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-François de Sales", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 11 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-François de Sales, comté de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15386-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de East-Hereford", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 11, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at East-Hereford, county of Compton.

JEAN BRUCHÉSI,
15376 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de Notre-Dame-de-Bonsecours", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 10, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Richelieu, county of Rouville.

JEAN BRUCHÉSI,
15377 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de Ripon", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 23, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ripon, county of Papineau.

JEAN BRUCHÉSI,
15378 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Augustin-de-Woburn" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 13, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Augustin-de-Woburn, county of Frontenac.

JEAN BRUCHÉSI,
15385 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-François de Sales", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 11, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-François de Sales, county of Roberval.

JEAN BRUCHÉSI,
15386 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Nationale des Employés de la Boulangerie de Valleyfield", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 23 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé en la cité de Salaberry-Valleyfield, Province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15384-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Yamaska", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 3 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Yamaska, comté de Yamaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15387-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Piopolis", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 14 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Piopolis, comté de Frontenac.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15393-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique de l'industrie du meuble de Cabano, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Cabano, comté de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15370-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné par le Maire et le Secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph de Beauce, partie sud-ouest, comté de Beauce, que le Lieutenant-Gouverneur en conseil a approuvé en date du 20 juin 1946 suivant un rapport au comité de l'honorable conseil exécutif, le changement de nom de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph de Beauce, partie sud-ouest en celui de:

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Nationale des Employés de la Boulangerie de Valleyfield", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 23, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is in the city of Salaberry-Valleyfield, Province of Quebec.

JEAN BRUCHÉSI,
15384 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Yamaska", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 3, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Yamaska, county of Yamaska.

JEAN BRUCHÉSI,
15387 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Piopolis", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 14, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Piopolis, county of Frontenac.

JEAN BRUCHÉSI,
15393 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique de l'industrie du meuble de Cabano, Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 10, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Cabano, county of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,
15370 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given by the mayor and the secretary treasurer of the municipality of the parish of Saint-Joseph de Beauce, Southwest, part, county of Beauce, that the Lieutenant-Governor in Council has, under date of June 20th 1946, approved pursuant to a report of the Honourable the Executive Council, the change of name of the municipality of the parish of Saint-Joseph de Beauce Southwest part, to that of

"Municipalité de Saint-Joseph des Érables"
Comté de Beauce.

Conformément aux dispositions de l'article 68 du code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date, de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Donné à Saint-Joseph de Beauce, partie sud-ouest ce 8ième jour du mois d'août 1946.

Le Maire.
Signé: J.-ALBERT GRONDIN,
Le Secrétaire-trésorier.
WILFRID DOYON,

15369-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Syndicat Coopératif de Téléphone De Villers et Ste-Gertrude", en date du 10 août 1946, dont le siège social est situé à Sainte-Gertrude, comté de Nicolet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15394-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Duparquet", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 19 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Duparquet, comté d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15395-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Caisse Populaire Desjardins de Laforce", en date du 8 juillet 1946, dont le siège social est situé à Laforce, comté de Témiscamingue, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15396-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Rock Forest", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Rock Forest, comté de Sherbrooke.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15397-o JEAN BRUCHÉSI.

"the Municipality of Saint-Joseph des Érables,"
county of Beauce.

In conformity with the provisions of article 68 of the Municipal Code, such change of name shall come into force from and after the date of publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Given at Saint-Joseph de Beauce, Southwest part, this 8th day of the month of August, 1946.

Signed: J.-ALBERT GRONDIN,
Mayor.
WILFRID DOYON,
Secretary Treasurer.

15369

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Syndicat Coopératif de Téléphone De Villers et Ste-Gertrude" under date the 10th day of August, 1946, whereof the head office is at Sainte-Gertrude, county of Nicolet, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st of August, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
15394 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Duparquet" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 19, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Duparquet, county of Abitibi.

JEAN BRUCHÉSI,
15395 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Laforce", under date the eighth day of July, 1946, whereof the head office is at Laforce, county of Témiscamingue, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of August, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
15396 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Rock Forest", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 15, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Rock Forest, county of Sherbrooke.

JEAN BRUCHÉSI,
15397 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ferdinand" pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 7 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Ferdinand, comté de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15398-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique et National des Employés de la Couture de St-Jacques", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jacques, comté de Montcalm.

Le Sous-secrétaire de la Province,
15399-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ferdinand", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 7, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Ferdinand, county of Mégantic.

JEAN BRUCHÉSI,
15398 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique et National des Employés de la Couture de St-Jacques", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 17, 1946.

* The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Jacques, county of Montcalm.

JEAN BRUCHÉSI,
15399 Under Secretary of the Province.

Département des Affaires municipales

AVIS

Le soussigné donne avis que tel que demandé par une requête du conseil du village de St-Charles de Grondine, comté de Portneuf, en date du 5 août 1946, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 16 août 1946, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).
Québec, le 16 août 1946.

Le Ministre des Affaires municipales,
15372-o BONA DUSSAULT,

NOTICE

The undersigned gives notice that, as requested in a petition of the council of the village of St-Charles de Grondines, county of Portneuf, bearing date August 5, 1946, and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date of August 16, 1946, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be, for the future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).
Québec, August 16, 1946.

BONA DUSSAULT,
15372 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

N° 955-36.

Québec, 14 août 1946.

Attendu que les syndicats des écoles dissidentes de la municipalité scolaire de Clermont, dans le comté de Charlevoix, ont laissé passer une année sans avoir d'écoles en opération dans ladite municipalité, que les dissidents sont maintenant en trop petit nombre pour maintenir une école conformément à la Loi, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette officielle de Québec*, je recommanderai à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil que la corporation des syndicats desdites écoles dissidentes pour ladite municipalité soit déclarée dissoute dans le délai indiqué par l'article 110 des S.R.Q., 1941, ch. 59.

B.-O. FILTEAU,
15320-33-3-o Pour le Surintendant,

Department of Education

No. 955-36.

Québec, August 14, 1946.

Whereas the trustees of dissentient schools of the school municipality of Clermont, in the county of Charlevoix, have been one year without schools in the said municipality, the dissentients now being too few in number to maintain a school in conformity with the Law, I give notice that after three consecutive publications in the *Quebec Official Gazette*, I shall recommend to His Honour the Lieutenant-Governor in Council that the corporation of trustees of said dissentient schools for the said municipality be declared dissolved within the delay set forth in section 110 of the R.S.Q., 1941, chapter 59.

B.-O. FILTEAU,
15320-33-3 For the Superintendent.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal, établi en exécution du décret numéro 2162, du 20 août 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3220 du 15 août 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal, formed under decree No. 2162, of August 20th, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 3220 of August 15, 1946 in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate herein after mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 23 août 1946 au 23 août 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from August 23rd, 1946, to August 23rd, 1947; it will be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2162 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, commissions et allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the decree No. 2162, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the commissions and bonuses paid to their employees governed by the said decree.

b) Les artisans assujettis au décret numéro 2162 et amendements doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire minimum établi dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit \$19.00 par semaine.

b) The artisans subject to decree No. 2162, and amendments, shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the minimum wage rate established in the decree for the journeyman receiving the lowest wages, namely: \$19.00 per week.

c) Les salariés régis par le décret numéro 2162 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, commissions et allocations reçus.

c) The employees governed by decree No. 2162, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions and bonuses received.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms, prénoms et adresses de chaque salarié à leur emploi, leur qualification, les heures de travail ainsi que les salaires payés, y compris la proportion des commissions gagnées et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name and the address of every employee in their employ, his competency, the hours of labour, the wages paid (including the proportion of the commissions earned) and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit Comité.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and remit same himself to the said Committee.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee will have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before that Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1946, 31 mars et 30 juin 1947.

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations on the following dates: September 30th and December 31st, 1946, March 31st and June 30th, 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues par le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal, pour la période comprise entre le 23 août 1946 et le 23 août 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal, for the period comprised between August 23rd, 1946, and August 23rd, 1947.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS COIFFEURS
DE MONTRÉAL

PARITY COMMITTEE OF BARBERS AND
MEN'S HAIRDRESSERS OF MONTREAL

Estimé budgétaire pour la période du 23 août 1946 au 23 août 1947.

Estimated budget for the period extending from August 23, 1946, to August 23, 1947.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels.	\$4,000.00
Salariés.	4,000.00
Artisans.	4,200.00

Divers: examens et pénalités. 300.00

\$12,500.00

Déboursés:

Salaires: inspecteurs et personnel du bureau.	5,600.00
Frais d'auto et déplacements.	1,720.00
Loyer et entretien du bureau.	325.00
Téléphone.	140.00
Eclairage du bureau.	60.00
Assurance-chômage.	54.42
Frais de poste, accise et banque.	280.00
Papeterie et divers pour bureau.	300.00
Vérification et rapports financiers.	240.00
Taxes.	19.69
	\$8,739.11

Enquêtes.	500.00
Frais judiciaires et extra judiciaires.	600.00
	1,100.00

Frais de déplacement des membres pour assemblées et examens.	1,150.00
Frais d'examen.	100.00
Publicité.	150.00
Mobilier.	260.89
Commission d'apprentissage.	1,000.00
	2,660.89
	\$12,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 24 août 1946. 15391-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 2860 du 17 juillet 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3222 du 15 août 1946 le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la Ga-

Receipts:

Assessments (½ to 1%):

Professional Employers.	\$4,000.00
Employees.	4,000.00
Artisans.	4,200.00

Miscellaneous: Examination and penalties. 300.00

\$12,500.00

Disbursements:

Salaries: inspectors and office staff.	5,600.00
Automobile and traveling expenses.	1,720.00
Rent and maintenance of office.	325.00
Telephone.	140.00
Lighting of office.	60.00
Unemployment insurance.	54.42
Posted, excise and bank duties.	280.00
Stationery and miscellaneous office furnishings.	300.00
Auditing and financial reports.	240.00
Taxes.	19.69
	\$8,739.11

Inquiries.	500.00
Judicial and extra-judicial fees.	600.00
	\$1,100.00

Traveling expenses of members for meetings and examinations.	1,150.00
Examination fees.	100.00
Publicity.	150.00
Furniture.	260.89
Apprenticeship commission.	1,000.00
	\$2,660.89
	\$12,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 24, 1946. 15391-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Retail Trade of Chicoutimi, formed under decree number 2860 of July 17, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 3222 of August 15, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy shall extend from the date of the publication of this by-law in the Quebec

zette officielle de Québec au 1er juillet 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

c) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le gérant de magasin de détail, soit \$45.00 par semaine pour les hommes et \$23.00 par semaine pour les femmes.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, les salaires payés, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir chaque semaine, à même la rémunération payée à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit Comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations, doit être signé et adressé au Comité paritaire pas plus tard que le 10 du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assentiment du rapport de l'employeur professionnel chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1946, 31 mars et 30 juin 1947.

Est annexé à la présente requête, un état détaillé des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de détail de Chicoutimi, pour la période comprise entre le 27 juillet 1946 et le 1er juillet 1947.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE CHICOUTIMI

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 27 juillet 1946 et le 1er juillet 1947.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$1,500.00
Salariés.....	1,500.00
Artisans.....	425.00
	\$3,425.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire-inspecteur.....	1,560.00
Frais de déplacement et autres du secrétaire-inspecteur.....	520.00
Loyer du bureau.....	420.00
Téléphone, timbres, télégrammes, etc.....	60.00

Official Gazette, to July 1st, 1947; it shall be laid in the following manner;

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ to 1% of the regular wages and percentages paid to their employees.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages and percentages.

c) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed in the decree for the manager of a retail store, namely: \$45.00 per week for men and \$23.00 per week for women.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be indicated the hours of labour, the wages paid, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have the reports filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall check off, each week, from the wages paid to each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send such sums himself to the said committee, together with his own assessments.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and sent to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following that for which it is requirable.

The Parity Committee has the right to exact sworn reports from the professional employer when deemed advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: September 30 and December 31, 1946, March 31, and June 30, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Retail Trade of Chicoutimi, for the period comprised between July 27th, 1946 and July 1st, 1947.

THE PARITY COMMITTEE OF THE RETAIL TRADE OF CHICOUTIMI

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between July 27, 1946, and July 1, 1947.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers.....	\$1,500.00
Employees.....	1,500.00
Artisans.....	425.00
	\$3,425.00

Disbursements:

Salary of the Secretary-Inspector...	1,560.00
Miscellaneous and travelling expenses of the secretary-inspector.....	520.00
Office rent.....	420.00
Telephone, Telegrams, Stamps, etc..	60.00

Frais légaux.	145.00	Legal charges.	145.00
Vérification des livres.	60.00	Auditing of the books.	60.00
Papeterie.	65.00	Stationery.	65.00
Taxe d'affaires, licence, etc.	56.25	Business tax, license, etc.	56.25
Divers et imprévus.	538.75	Miscellaneous and unforeseen ex- penses.	538.75
	3,425.00		\$3,425.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 24 août 1946. 15392-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec August 24, 1946. 15392-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire du Commerce de Détail de Richmond-Melbourne, établi en exécution du décret numéro 2861, du 17 juillet 1946, et dont le siège social est situé à Richmond, ont été approuvés par arrêté en conseil numéro 3329, du 21 août 1946.

En vertu de l'article 19 des règlements dudit comité paritaire, et d'accord avec le deuxième alinéa de l'article 16 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire du Commerce de Détail de Richmond-Melbourne autorise le Comité paritaire du commerce de détail des Cantons de l'Est à surveiller et à assurer l'observance du décret numéro 2861, du 17 juillet 1946, de ses amendements et renouvellements.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 août 1946. 15415-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 3088, du 7 août 1946, et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3330, du 21 août 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 août 1946. 15414-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, établi en exécution du décret numéro 3002, du 31 juillet 1946, et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3328, du 21 août 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 août 1946. 15413-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), that the constitution and the by-laws of the Joint Committee of Richmond's and Melbournes' Retail Trade, formed under decree number 2861, of July 17th, 1946, and whose corporate seat is in Richmond, have been approved by Order in Council number 3329, of August 21st, 1946.

Pursuant to section 19 of the by-laws of the said parity Committee and to the second paragraph of section 16 of the Collective Agreement Act, the Joint Committee of Richmond's and Melbournes' Retail Trade authorizes the Eastern Townships & Retailers' Joint Committee to administer the decree number 2861, of July 17th, 1946, and its amendments and renewals.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 24, 1946. 15415-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District, formed under decree number 3088, of August 7th, 1946, and whose corporate seat is in the City of Montreal, have been approved by Order in Council number 3330, of August 21st, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 24th, 1946. 15414-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of The Building Trades Joint Committee of Montreal, formed under decree number 3002, of July 31st, 1946, and whose corporate seat is in the City of Montreal, have been approved by Order in Council number 3328, of August 21st, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 24, 1946. 15413-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et de coiffeur dans l'île de Montréal, la cité de St-Lambert et la municipalité de St-Antoine de Longueuil, rendue obligatoire par le décret numéro 2162 du 20 août 1941 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

1° Au paragraphe "e" de l'article I, en changeant les mots "un maximum de cinquante-cinq (55) heures par semaine" par les suivants: "un maximum de cinquante-et-une (51) heures par semaine".

2° Au paragraphe "f" de l'article I, en changeant les mots "travaillant moins de cinquante-cinq (55) heures par semaine" et les remplaçant par les suivants: "cinquante-et-une (51) heures par semaine".

3° Au paragraphe "a" de l'article III, en changeant les mots "cinquante-cinq (55) pour une semaine de travail" par "de cinquante-et-une (51) pour une semaine de travail".

4° Le paragraphe "b" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"b) Les heures de travail dans les salons de barbiers-coiffeurs sont réparties comme suit: Entre 8.30 a.m. et 7.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi;

Entre 8.30 a.m. et 8.00 p.m. les vendredi, samedi et veilles de fêtes mentionnées à l'article VIII."

5° Le deuxième alinéa du paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"a) Pour chaque compagnon-barbier surnuméraire, \$0.45 pour chaque heure de travail, plus une commission de 10% sur toutes les recettes brutes de son travail. Toutefois, lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de \$27.00 et que ledit salarié a travaillé trente (30) heures ou plus durant la semaine, il sera rémunéré au même tarif que le compagnon barbier-coiffeur régulier." *Proviso:* Nonobstant l'observance du présent paragraphe, il est interdit à tout employeur de réduire la durée du travail d'un compagnon barbier-coiffeur qui, habituellement travaille cinquante-et-une (51) heures par semaine et qui s'absente de son travail pour des raisons justifiables."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre lesdites modifications.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 24 août 1946.

15417-o

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the Island of Montreal, the City of St. Lambert and the Municipality of St. Antoine de Longueuil, rendered obligatory by decree number 2162 of August 20th, 1941, and amendments, have submitted to him a request to amend the said decree in the following manner:

It is requested that:

1. Subsection "e" of section I be amended by replacing the words "a maximum of fifty-five (55) hours per week" by the following: "a maximum of fifty-one (51) hours per week".

2. Subsection "f" of section I be amended by replacing the words "working less than fifty-five (55) hours per week" by the words: "working less than fifty-one (51) hours per week".

3. Subsection "a" of section III is amended replacing the words "fifty-five for a working week" by the words: "fifty-one (51) for a working week".

4. Subsection "b" of section III be replaced by the following:

"b) The hours of labour in barber-hairdresser shops shall be distributed as follows:

Between 8.30 a.m. and 7.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday;

Between 8.30 a.m. and 8.00 p.m. on Friday, Saturday, and on the eve of the holidays mentioned in section VIII."

5. The second paragraph of subsection "a" of section IV be replaced by the following:

"a) For each supernumerary journeyman-barber, \$0.45 for each hour of work, plus a commission of 10% on all gross receipts of his work. However, when the receipts of his work equal or exceed the amount of \$27.00 and that the said employee has worked thirty (30) hours or more during the week, he shall be remunerated at the same rates as the regular journeyman-barber-hairdresser." *Proviso:* Notwithstanding compliance with the present subsection, it is forbidden for any employer to reduce the duration of labour of a journeyman barber-hairdresser who usually works fifty-one (51) hours per week when the latter is absent for good reasons."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties might wish to set forth against the said amendments.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 24, 1946.

15417-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par l'Association des constructeurs des Cantons de l'Est et le Conseil de Construction des Cantons de l'Est, à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 2402 du 16 septembre

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by "L'Association des Constructeurs des Cantons de l'Est" and "Le Conseil de Construction des Cantons de l'Est", for the purpose of amending, in the following manner, the decree number 2402,

1942 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans la région des Cantons de l'Est.

Les requérants demandent que la cité de Granby et la ville de Cowansville et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, soient dorénavant placés dans la zone I et que les changements nécessaires à cette fin soient faits dans ledit décret.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 août 1946. 15410-o

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3942 du 19 octobre 1944, a été prolongé jusqu'au 30 septembre 1946, aux mêmes taux et conditions par l'arrêté en conseil numéro 3218 du 15 août 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 août 1946. 15408-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire du Commerce de Détail de Chicoutimi, dont le siège social est situé à Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 2860, du 17 juillet 1946, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 juillet 1946, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3216 du 15 août 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 août 1946. 15409-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 3217, du 15 août 1946, l'amendement suivant a été approuvé à l'article 23 des règlements du Comité conjoint de l'Industrie de la construction de Québec, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1733 du 11 juillet 1941, modifiés par les arrêtés numéros 1290 du 29 mai 1942, 1892 du 30 juillet 1942, 1087 du 28 avril 1943, 2582, du 8 septembre 1943 et 795 du 10 mars 1945:

Les mots "polisseurs de terrazzo à la machine" sont ajoutés à la suite des mots "poseurs de terrazzo", apparaissant à l'article 23 desdits règlements, relatif au certificat de qualification.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 août 1946. 15406-o

of September 16, 1942, and amendments, relating to the building trades in the Eastern Townships District.

The petitioners request that the city of Granby and the town of Cowansville and the territory comprised within a radius of five (5) miles from their limits, be henceforth placed in zone I, and that the necessary changes be made for that purpose in the said decree.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 24, 1946. 15410-o

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 3942, of October 19th, 1944, has been extended until September 30th, 1946, with the same rate and conditions, by Order in Council number 3218 of August 15th, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 24th, 1946. 15408-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the Parity Committee of the Retail Trade of Chicoutimi, whose corporate seat is in Chicoutimi, formed under decree number 2860, of July 17th, 1946, published in the *Quebec Official Gazette* of July 27th, 1946, have been approved by Order in Council number 3216, of August 15th, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 24th, 1946. 15409-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that by Order in Council No. 3217 of August 15th, 1946, the following amendment has been approved to article 23 of the by-laws of the Joint Committee of the Construction Industry of Québec, approved by Order in Council number 1733, of July 11th, 1941, modified by Orders in Council numbers 1290, of May 29th, 1942, 1892, of July 30th, 1942, 1087, of April 28th, 1943, 2582, of September 8th, 1943 and 795 of March 10th, 1945:

The words "Terrazzo polishing machine operators" are added to the words "Terrazzo layers", mentioned in Article 23 of the said by-laws, relating to the certificate of competency.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 24, 1946. 15406-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par l'Association Patronale du Commerce de Québec, Inc. et le Syndicat Catholique des Employés de Gros de l'Alimentation de Québec, Inc., à l'effet de modifier le décret numéro 2347, du 27 juin 1944 et amendements, relatif au commerce de gros de l'alimentation dans les cités de Québec et Lévis et un rayon de cinquante (50) milles de leurs limites;

Les requérants demandent:

1° Que le paragraphe "a" de l'article I soit abrogé et remplacé par le suivant:

"a) Le terme "Commerce en Gros" désigne le commerce des personnes qui distribuent à d'autres commerçants en gros ou en demi-gros et (ou) aux détaillants des marchandises ou des produits ultérieurement destinés aux consommateurs".

2° Que le paragraphe "b" de l'article I soit abrogé et remplacé par le suivant:

"b) Le terme "Commerce en demi-gros" désigne le commerce des personnes dont c'est l'occupation principale de distribuer à d'autres commerçants en gros ou en demi-gros et (ou) aux détaillants des marchandises ou des produits ultérieurement destinés aux consommateurs."

3° Que le paragraphe "bb" suivant soit ajouté après le paragraphe "b" de l'article I:

"bb) Le terme "Fabricants" désigne les personnes qui fabriquent ou transforment ou conditionnent des produits d'alimentation humaine ou animale ou ces deux catégories de produits à la fois."

4° Que le paragraphe "c" de l'article I soit abrogé et remplacé par le suivant:

"c) Le terme "contremaître" et (ou) "premier expéditeur" désigne tout employé qui a la responsabilité de la direction d'un personnel et (ou) de l'expédition des marchandises."

5° Que le paragraphe "xx", soit ajouté après le paragraphe "x" de l'article I comme suit:

"xx. Le terme *commis* désigne tout autre salarié faisant partie du personnel de bureau, préposé aux écritures ou à d'autres fonctions analogues, et non autrement classifié".

6° Que le paragraphe "w" de l'article I, soit amendé en enlevant tous les mots postérieurs aux suivants: "la science des comptes".

7° Que l'article II, soit modifié de la façon suivante:

"II. *Juridiction commerciale*: Le présent décret régit tous les employeurs et les salariés des établissements exploitant l'un ou l'autre des commerces ou des entreprises ci-après décrites:

c) Les établissements fabriquant ou transformant ou conditionnant les produits de l'alimentation animale et en particulier les aliments du bétail;

e) Les établissements fabriquant ou transformant ou conditionnant les produits de l'alimentation humaine."

8° Que la deuxième partie du paragraphe "a" de l'article IV, soit amendée de la manière suivante: "Nonobstant les dispositions du présent paragraphe et pour les catégories de salariés ci-dessus mentionnées, la durée de la semaine régulière de travail doit être de cinquante-trois (53) heures pendant toute l'année, dans les établissements faisant le commerce des fruits, légumes et poissons et de cinquante-neuf (59) heures dans les établissements faisant la fabrication des moulées de viandes."

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by "L'Association Patronale du Commerce de Québec, Inc." and the "Syndicat Catholique des Employés de Gros de l'Alimentation de Québec, Inc.", for the purpose of amending decree number 2347, of June 27, 1944 and amendments, relating to the wholesale food trade in the cities of Québec and Lévis and a radius of fifty (50) miles from their limits;

The petitioners request that:

1. Subsection "a" of section I be repealed and replaced by the following:

"a) The term "wholesale trade" means the trade carried on by persons who distribute, to other wholesalers or part wholesalers and (or) retailers, goods or products to be ultimately resold to consumers.

2. Subsection "b" of section I be repealed and replaced by the following:

"b) The term "part wholesale trade" means the trade carried on by persons whose main occupation consists in distributing to other wholesalers or part wholesalers and (or) retailers goods or products to be ultimately resold to consumers.

3. The following subsection "bb" be added after subsection "b" of section I:

"bb) The word "manufacturers" means persons who manufacture or transform or condition food products for human or animal consumption or both of these categories of products simultaneously.

4. Subsection "c" of section I be repealed and replaced by the following:

"c.) The words "foreman" and (or) "shipper" mean any employee entrusted with the direction of a staff and (or) of the shipping of goods."

5. Subsection "xx" be added after subsection "x" of section I, as follows:

"xx) The word "clerk" means any other employee, belonging to the office staff, committed to invoicing or to other similar work and not otherwise classified."

6. Subsection "w" of section I be amended by striking off all the words which come after the following: "the science of accounts".

7. Section II be amended as follows:

"II. *Commercial jurisdiction*: The present decree governs all the employers and the employees of the establishments engaged in either of the trades or undertakings described hereinbelow:

c) Establishments manufacturing or transforming or conditioning food products for animals and specially feeding stuffs;

e) Establishments manufacturing or transforming or conditioning food products for human consumption.

8. The second part of subsection "a" of section IV be amended in the following manner:

"Notwithstanding the provisions of the present subsection and for the categories of employees mentioned hereinabove, the duration of the regular working week shall consist of fifty three (53) hours throughout the whole year, in establishments dealing in fruit, vegetables and fish, and of fifty-nine (59) hours in establishments making meat mashes."

9° Que le paragraphe "a" de l'article VIII soit abrogé et remplacé par le suivant:

"Taux de salaires minima: a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées, pour la semaine régulière de travail:

	par semaine
1 — Contremaître ou premier expéditeur	\$29.50
2 — Ass. contremaître ou premier ass. expéditeur et	
3 — Chef de dépt. à l'exception des chefs de dépt. des maisons de salaisons	27.50
4 — Chef de Dépt. des maisons de salaison	45.00
5 — Chef de dépt. des maisons de salaison (dépt des petites marchandises)	38.00
6 — Mécaniciens de machines fixes:	
A) chef mécanicien 1ère classe	53.50
B) chef mécanicien 2ème classe	43.50
C) chef mécanicien 3ème classe	37.50
	de l'heure
D) Mécanicien de 2ème classe	.69
E) Mécanicien de 3ème classe	.59
F) Mécanicien de 4ème classe	.54
G) Chauffeurs (aides-mécaniciens)	.44
7 — Hommes de peine, femmes de peine et chauffeurs de fournaies	.40
8 — Gardiens de nuit, minimum \$18.00 par semaine	.30
	par semaine
9 — Hommes préposés aux commandes et hommes de planchers	25.50
10 — Conditionneurs de beurre et de fromage	28.50
11 — Hommes préposés au dépt. de salaison:	
Apprentis 1ère année	15.00
Apprentis 2ème année	20.00
Après 2 années de service dans les maisons de salaison	25.00
Après 3 années	27.00
Après 4 années	30.00
Après 5 années	35.00
12 — Contremaîtres	35.00
13 — Bouchers et désosseurs:	
Apprentis 1ère année	15.00
Apprentis 2ème année	20.00
Après 2 années de service dans les maisons de salaison	25.00
Après 3 années	27.00
Après 4 années	30.00
Après 5 années	35.00
14 — Contremaîtres	35.00
15 — Charcutiers:	
Apprentis 1ère année	15.00
Apprentis 2ème année	20.00
Après 2 années de service dans les maisons de salaison	25.00
Après 3 années	27.00
Après 4 années	30.00
Après 5 années	32.00
16 — Assistant-contremaître	33.00
17 — Contremaître	35.00
	de l'heure
18 — Homme général dans les maisons de salaison	.54
19 — Salariées féminines autres que celles du personnel de bureaux dans les maisons de salaison:	
1ère année d'expérience	.30
2ème année d'expérience	.33
3ème année et plus d'expérience	.37

9. Subsection "a" of section VIII be repealed and replaced by the following:

"VIII.— Minimum wage rates: a) The following minimum rates of wages shall be paid to the employees of the categories hereinafter mentioned, for the regular week of work:

	per week
1 — Foreman or head-shipper	\$29.50
2 — Assistant foreman or assistant head-shipper and	
3 — Departmental manager with the exception of departmental managers in packing houses	27.50
4 — Departmental manager in packing houses	45.00
5 — Departmental manager in packing houses (small goods department)	38.00
6 — Stationary enginemen:	
A) First-class chief engineman	53.50
B) Second-class chief engineman	43.50
C) Third-class chief engineman	37.50
	per hour
D) Second-class engineman	.69
E) Third-class engineman	.59
F) Fourth-class engineman	.54
G) Firemen (enginemen's helpers)	.44
7 — Common labourers (male and female) and boiler fireman	.40
8 — Night watchmen, minimum \$18.00 per week	.30
	per week
9 — Order employees and receiving clerks	25.50
10 — Butter and cheese conditioners	28.50
11 — Men employed in the dry-curing department:	
Apprentices, first year	15.00
Apprentices, second year	20.00
After two years' employment in packing houses	25.00
After three years'	27.00
After four years'	30.00
After five years'	35.00
12 — Foremen	35.00
13 — Butchers and boners:	
Apprentices, first year	15.00
Apprentices, second year	20.00
After two years' employment in packing houses	25.00
After three years'	27.00
After four years'	30.00
After five years'	35.00
14 — Foremen	35.00
15 — Pork butchers:	
Apprentices, first year	15.00
Apprentices, second year	20.00
After two years' employment in packing houses	25.00
After three years' employment in packing houses	27.00
After four years' employment in packing houses	30.00
After five years' employment in packing houses	32.00
16 — Assistant foreman	33.00
17 — Foreman	35.00
	per hour
18 — General hand in packing houses	.54
19 — Female employees other than those of the office staff, in packing houses:	
First year's service	.30
Second year's service	.33
Third year's service and over	.37

	<i>par semaine</i>		<i>per week</i>
20 — Enveloppeurs ou coupeurs de beurre	22.00	20 — Butter wrappers or cutters.	22.00
21 — Classificateurs d'œufs:		21 — Egg graders:	
1ère année.	18.00	First year.	18.00
2ème année.	20.00	Second year.	20.00
3ème à 5ème année.	22.50	third to fifth year.	22.50
5ème année et plus.	26.00	Fifth year and over.	26.00
22 — Meuniers ou hommes en charge des malaxeurs.	27.50	22 — Millers or men in charge of mixers.	27.50
23 — Cuiseurs et presseurs des aliments du bétail.	28.00	23 — Cooks and pressers of feeding stuffs.	28.00
24 — Abatteurs et désosseurs.	26.00	24 — Slaughterers and boners.	26.00
25 — Conducteurs de camions.	25.50	25 — Truck drivers.	25.50
26 — Homme général (autre que ceux des maisons de salaison).	23.50	26 — General hand (other than those of packing houses).	23.50
27 — Homme général de moins de 17 ans.	19.00	27 — General hand under 17 years of age.	19.00
28 — Garçons.	13.00	28 — Boys.	13.00
29 — Salariées féminines autres que celles du personnel du bureau (à l'exception de celles des maisons de salaison):		29 — Female employees other than those of the office staff (excepting those of packing houses).	
A) moins d'un an d'expérience.	13.00	A — with less than one year's service.	13.00
B) un an et plus.	15.00	B — one year and over.	15.00
	<i>de l'heure</i>		<i>per hour</i>
30 — Surnuméraires.	.55	30 — Occasional hands.	.55
	<i>par semaine</i>		<i>per week</i>
31 — Salariés du personnel de maîtrise.	40.00	31 — Personnel and administration employees.	40.00
32 — Comptables.	33.50	32 — Accountants.	33.50
33 — Asst.-Comptable.	30.50	33 — Assistant accountant.	30.50
34 — Comptable-caissier.	28.50	34 — Accountant-cashier.	28.50
35 — Teneur de livre:		35 — Book-keeper	
A) durant la 1ère année d'expérience.	14.00	A — during the first year's service.	14.00
B) durant la 2ème année.	16.00	B — during the second year's service.	16.00
C) durant la 3ème année.	18.00	C — during the third year's service.	18.00
D) durant la 4ème année.	20.00	D — during the fourth year's service.	20.00
E) durant la 5ème année.	21.00	E — during the fifth year's service.	21.00
F) durant la 6ème année.	23.00	F — during the sixth year's service.	23.00
G) durant et après la 7ème année.	24.00	G — during and after the seventh year's service.	24.00
H) durant et après la 8ème année.	27.00	H — during and after the eighth year's service.	27.00
36 — Commis: même échelle de salaire telle que ci-haut mentionnée pour teneur de livre:		36 — Clerk: same scale of wages as given hereinabove for book-keeper.	
37 — Personnel féminin de bureau:		37 — Female office help:	
A) durant la 1ère année d'expérience.	14.00	A — during the first year's service.	14.00
B) durant la 2ème année.	16.00	B — during the second year's service.	16.00
C) durant et après la 3ème année d'expérience.	18.00	C — during and after the third year's service.	18.00
38 — Messagers de bureau:		38 — Office messengers:	
A) de moins de 17 ans.	9.00	A — under 17 years of age.	9.00
B) de 17 ans et plus.	12.00	B — 17 years of age and older.	12.00
39 — Sténo-dactylo:		39 — Short hand typists:	
A) moins d'un an d'expérience.	14.00	A — with less than one year's service.	14.00
B) d'un an mais moins de 2 ans d'expérience.	16.00	B — with one year's service but with less than two.	16.00
C) d'au moins 2 ans d'expérience.	18.00	C — with at least two years' service.	18.00

Durant les trente jours à compter de la date de la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

During the thirty days following the date of publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth against the said request.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GERARD TREMBLAY
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, ce 24 août 1946.

15416-o

Department of Labour
Quebec, August 24, 1946.

15416-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par le Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, à l'effet de modifier le décret numéro 102 du 11 janvier 1945, relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec, de la façon suivante:

1° L'article III sera abrogé et remplacé par le suivant:

"III. *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend les cités de Québec et de Lévis et les comtés de Québec, Portneuf, Montmorency, Lévis, Lotbinière, Nicolet, Dorchester, Mégantic, Beauce, Frontenac, Bellechasse, Montmagny et l'Islet.

Pour les fins d'application du présent décret, la juridiction territoriale est divisée en deux zones de la façon suivante:

Zone I. Les cités de Québec et de Lévis, les villes de Lauzon, Beauport, Château-d'Eau, Courville, Québec-Ouest, les municipalités de Saint-Romuald d'Etchemin, Saint-Télesphore, Charny, Saint-David-de-l'Auberivière, Saint-Louis-de-Pintendre, Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévis, Saint-Colomb de Sillery, Sainte-Foy, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, l'Ancienne-Lorette, Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, Loretteville, Saint-Charles-de-Charlesbourg, Charlesbourg-Est, Notre-Dame-des-Laurentides, La Petite-Rivière, Notre-Dame-des-Anges, Sacré-Cœur-de-Jésus, Saint-Michel-Archange, Giffard, Beauport-Est, Beauport-Ouest, Montmorency, Saint-Jean de Boischatel et l'Ange-Gardien.

Zone II. Le reste de la juridiction territoriale.

2° Le paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. *Taux de salaires*. a. Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacune des catégories de salariés ci-contre:

Catégories	Zone I	Zone II
Menuisier d'atelier à l'établi	\$0.70	\$0.60
Menuisier d'atelier sur machines	0.65	0.55
Menuisier compagnon junior 1 an	0.58	0.47
Mécaniciens de machines fixes	0.55	0.45
Machiniste	0.63	0.53
Manœuvre ou journalier	0.50	0.40
Préposés aux machines 1er six mois	0.50	0.40
Préposés aux machines après six mois	.55	0.45
Aide préposé aux machines moins de 18 ans	0.25	0.20
Aide préposé aux machines 18 ans et plus	0.40	0.35
Expéditeur et receveur	0.55	0.45
Opérateur de tracteur	0.53	0.43
Camionneur	0.53	0.43
Charretier	0.50	0.40"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 24 août 1946.

15407-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Construction Industry, Quebec, has submitted to him a request to amend decree number 102 of January 11th, 1945, relating to the worked wood industry in the district of Quebec, in the following manner:

1. Section III shall be repealed and replaced by the following:

"III. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprised the cities of Quebec and Lewis and the counties of Quebec, Portneuf, Montmorency, Lévis, Lotbinière, Nicolet, Dorchester, Mégantic, Beauce, Frontenac, Bellechasse, Montmagny and L'Islet.

For the purposes of enforcement of the present decree, the territorial jurisdiction is divided in two zones as follows:

Zone I: The cities of Quebec, and Lévis, the towns of Lauzon, Beauport, Château-d'Eau, Courville, Quebec-West, the municipalities of St-Romuald d'Etchemin, St-Télesphore, Charny, St-David-de-l'Auberivière, St-Louis-de-Pintendre, St-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévis, St-Colomb de Sillery, Ste-Foy, St-Félix-du-Cap-Rouge, l'Ancienne-Lorette, St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, Loretteville, St-Charles-de-Charlesbourg, Charlesbourg-Est, Notre-Dame-des-Laurentides, La Petite-Rivière, Notre-Dame-des-Anges, Sacré-Cœur-de-Jésus, St-Michel-Archange, Giffard, Beauport-East, Beauport-West, Montmorency, St-Jean de Boischatel and L'Ange-Gardien.

Zone II. The remainder of the territorial jurisdiction.

2. Subsection "a" of section IV shall be replaced by the following:

"IV. *Wage rates*. a. The following minimum wage rates shall be paid for each one of the categories of employees hereafter mentioned:

Catégories	Zone I	Zone II
Bench joiner in the shop	\$0.70	\$0.60
Machine joiners in the shop	0.65	0.55
Junior journeyman-joiner (one year)	0.58	0.47
Stationary enginemen, Maximum of 72 hours per week	0.55	0.45
Machinists	0.63	0.53
Common labourers	0.50	0.40
Machine operators: first six months	0.50	0.40
Machine operators: after six months	0.55	0.45
Machine operators' helpers: under 18 years of age	0.25	0.20
Machine operators' helpers: 18 years of age and older	0.40	0.35
Shipper and receiver	0.55	0.45
Tractor operator	0.53	0.43
Truck driver	0.53	0.43
Carter	0.50	0.40"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 24, 1946.

15407-0

**Département du Trésor
Assurances**

**Treasury Department
Insurance**

Avis est donné que les directeurs de "La Solidarité Compagnie d'assurance sur la vie" ont l'intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander des lettres-patentes supplémentaires afin de porter le capital-actions de la compagnie de \$1,000,000 à \$2,000,000 par l'addition de 10,000 actions d'une valeur au pair de \$100, le tout suivant règlement adopté par les directeurs de la compagnie et approuvé par les actionnaires en assemblée spéciale, le 30 juillet 1946, au siège social de la compagnie.

Les Procureurs des requérants,
15250-32-4-o PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU

Notice is hereby given that the directors of the company "La Solidarité Compagnie d'assurance sur la vie" intend to apply to the Lieutenant-Governor in Council for supplementary letters patent for the purpose of increasing the capital stock of the company from \$1,000,000 to \$2,000,000 by the addition of 10,000 shares of a par value of \$100, the whole according to a by-law adopted by the directors of the company and approved by the shareholders in special meeting, the 30th of July, 1946, at the head office of the company.

PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU,
15250-32-4 Attorneys for petitioner.

Erratum

ERRATUM

Dans la version française de l'arrêté en conseil numéro 864, du 9 mars 1946, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 16 mars 1946, à la page 841, la dixième ligne de l'article IIIa (Durée du travail): "Samedi: 8.00 a. m. à 8.00 p.m. précises." doit se lire: "Samedi: 8.00 a. m. à 6.00 p. m. précises."

15302A-x-o

Erratum

ERRATUM

In the French version of Order in Council number 864, of March 9, 1946, published in the *Quebec Official Gazette* or March 16th 1946, on page 841, the tenth line of section IIIa (Duration of labour): "Samedi: 8.00 a.m. à 8.00 p.m. précises." should read: "Samedi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m. précises."

15362A-x-o

Minutes de notaires

Notarial Minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par monsieur Louis-Albert St-Pierre, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Pascal, dans le district judiciaire de Kamouraska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Antoine Gaspard Ouellet, notaire décédé, qui pratiquait aussi à Saint-Pascal, dans le district judiciaire de Kamouraska.

Québec, ce sept août 1946.
Le Sous-secrétaire de la Province,
15285-32-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Louis-Albert St-Pierre, notary, residing and practising at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Antoine-Gaspard Ouellet, deceased notary, who also practised at Saint-Pascal, in the judicial district of Kamouraska.

Quebec, this seventh day of August, 1946.
JEAN BRUCHÉSI,
15285-32-5 Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 15 août 1946, d'accorder à Me Jean Brossard, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Rémi, district judiciaire d'Iberville, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Pacôme-G. Coupal, en son vivant notaire à Saint-Rémi, district judiciaire d'Iberville, et les greffes dont ce dernier était cessionnaire, savoir: Me Antoine Goyer, Me Charles Bédard, Me Louis-Albert Bédard, Me Georges E.-Merizzi, Me Louis-Philippe Merizzi et Me Maximilien Coupal.

Québec, ce dix-neuf août, 1946.
Le Sous-Secrétaire de la Province,
15381-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated August 15, 1946, to grant to Me Jean Brossard, notary, residing and practising at St-Rémi, judicial district of Iberville, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Pacôme-G. Coupal, in his lifetime notary at Saint-Rémi, judicial district of Iberville, and the records whereof the latter was assignee, to wit: Me Antoine Goyer, Me Charles Bédard, Me Louis-Albert Bédard, Me Georges-E. Merizzi, Me Louis-Philippe Merizzi and Me Maximilien Coupal.

Quebec, August nineteenth, 1946.
JEAN BRUCHÉSI,
15381 Under Secretary of the Province.

Nominations

N° 146-el

Québec, le 20 Août 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 15 août 1946, de nommer M. Antoine-M. Bourgeois au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Aubert, dans le comté des Îles de la Madeleine.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.

N° 295-el

Québec, le 20 août 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 15 août 1946, de nommer M. Emile Dagenais et M. Paul-Emile Cousineau au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Canut, No 2, dans le comté de Deux-Montagnes.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.

N° 645-el

Québec, le 20 août 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 15 août 1946, de nommer M. Charlemagne Boucher et M. Alfred Rodrigue au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de St-François, dans le comté de Beauce.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.

N° 861-el

Québec, le 20 août 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 15 août 1946, de nommer M. Armand Beaudin, au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Jacques le Mineur, dans le comté de Laprairie-Napierville.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.

N° 912-el

Québec, le 20 août 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 5 août 1946, de nommer M. Amédée Côté, commerçant de bois et M. Napoléon Cauchon, fils, au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Joachim, dans le comté de Montmorency.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.

N° 1377-el

Québec, le 20 août 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 15 août 1946, de nommer M. Aimé Meunier au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Paul d'Abbotsford, dans le comté de Rouville.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.

N° 1566-el

Québec, le 20 août 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 15 août 1946, de nommer M. Joseph Audet et M. Georges Boutin au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Ste-Rose de Watford, dans le comté de Dorchester.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
15380-o VICTOR DORÉ.

Appointments

No. 146-el

Quebec, August 20, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 15, 1946, to appoint Mr. Antoine-M. Bourgeois, school commissioner for the school municipality of Aubert, in the county of the Magdalen Islands.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

No. 295-el

Quebec, August 20, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated August 15, 1946, to appoint Mr. Emile Dagenais and Mr. Paul-Emile Cousineau, school commissioners for the school municipality of Saint-Canut, No. 2, in the county of Two Mountains.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

No. 645-el

Quebec, August 20, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 15, 1946, to appoint Mr. Charlemagne Boucher and Mr. Alfred Rodrigue, school commissioners for the school municipality of St. François, county of Beauce.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

No. 861-el

Quebec, August 20, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 15, 1946, to appoint Mr. Armand Beaudin, school commissioner for the school municipality of St. Jacques le Mineur, county of Laprairie-Napierville.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

No. 912-el

Quebec, August 20, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased by Order in Council dated August 15, 1946, to appoint Mr. Amédée Côté, wood merchant, and Mr. Napoléon Cauchon, Jr., school commissioners for the school municipality of St. Joachim, county of, Montmorency.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

No. 1377-el

Quebec, August 20, 1946

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 15, 1946, to appoint Mr. Aimé Meunier, school commissioner for the school municipality of St. Paul d'Abbotsford, in the county of Rouville.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

No. 1566-el

Quebec, August 20, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated August 15, 1946, to appoint Mr. Joseph Audet, and Mr. Georges Boutin, school commissioners for the school municipality of Ste-Rose de Watford, county of Dorchester.

VICTOR DORÉ,
15380 Superintendent of Education.

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général L. DÉSILETS. **A**TTENDU que, en vertu de l'article 192 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus 1941, chapitre 15), le Lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, par proclamation, fixer les époques auxquelles commenceront les termes de la Cour du Banc dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans tous les districts judiciaires de la province, et peut les changer pareillement;

ATTENDU que la date de l'ouverture du terme de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction criminelle pour le district de Beauce a été fixée au 20 septembre de chaque année;

ATTENDU que, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, il y a lieu de changer, pour l'avenir y compris l'année 1946, la date de l'ouverture du terme de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction criminelle dans le district de Beauce.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons réglé et ordonné et, par les présentes, réglons et ordonnons que la date de l'ouverture du terme de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, pour le district de Beauce, soit changée, pour l'avenir y compris l'année 1946, et soit fixée au 22 octobre de chaque année.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec,

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce SEIZIEME jour d'AOUT en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

15382-o

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. **W**HEREAS, pursuant to section 192 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), the Lieutenant-Governor may, at any time, by proclamation, fix the periods at which the terms of the Court of King's Bench (Crown Side) shall commence in any district of the Province, and may alter the same in like manner;

WHEREAS the date of the opening of the term of the Court of King's Bench (Crown Side) for the district of Beauce was fixed to the 20th of September of each year;

WHEREAS in the interest of the proper administration of justice, it is expedient to change, for the future, including the year 1946, the date of the opening of the term of the Court of King's Bench (Crown Side) for the district of Beauce.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that the date of the opening of the term of the Court of King's Bench (Crown Side) for the district of Beauce, be changed, for the future including the year 1946, and be fixed to the 22nd of October of each year.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this SIXTEENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

15382

Sièges sociaux

Avis est donné que The Montreal Loan and Mortgage Company, constituée un corps politique et incorporé par l'acte de la Législature de Québec, 39 Victoria, Chapitre 63, le 24^e jour de décembre, 1875, et les Actes amendant et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, a établi son bureau à chambre 14, numéro 275 rue St. Jacques Ouest, dans la dite cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal susdit, ce dixième jour d'août, 1946.

15300-o-x Le Gérant,
G. A. McCOLL.

Head offices

Notice is hereby given that the Montreal Loan and Mortgage Company, constituted a body politic and corporate by the Act of the Quebec Legislature, 39 Victoria, Chapter 63, on the 24th day of December 1875, and amending Acts, and having its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at Room 14, No. 275 St. James Street West, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, aforesaid this tenth day of August, 1946.

15300-o-x G. A. McCOLL,
Manager.

Avis est donné que la Compagnie "Central America Import & Export Co.", constituée en corporation par lettres patentes sous la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 28^{ème} jour de Septembre 1944, a établi son bureau à 70 rue St-Paul à Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 19^{ème} jour d'Août 1946.

15400-o Le Président,
HUBERT LA RUE.

Notice is given that the company "Central America Import & Export Co.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, dated the 28th day of September, 1944, has established its office at 70 St. Paul Street, Quebec.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 19th day of August, 1946.

15400 HUBERT LA RUE,
President.,

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE RICHMOND

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à midi, samedi, le 31 août 1946, pour l'achat de \$18,000.00 d'obligations de la ville de Richmond, datées du deuxième jour du mois de juillet, 1945, et remboursables en séries du 2 juillet 1948 au 2 juillet 1965 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet chaque année comme suit:

2 juillet 1948	\$1,000.00
2 juillet 1949	1,000.00
2 juillet 1950	1,000.00
2 juillet 1951	1,000.00
2 juillet 1952	1,000.00
2 juillet 1953	1,000.00
2 juillet 1954	1,000.00
2 juillet 1955	1,000.00
2 juillet 1956	1,000.00
2 juillet 1957	1,000.00
2 juillet 1958	1,000.00
2 juillet 1959	1,000.00
2 juillet 1960	1,000.00
2 juillet 1961	1,000.00
2 juillet 1962	1,000.00
2 juillet 1963	1,000.00
2 juillet 1964	1,000.00
2 juillet 1965	1,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la Banque Canadienne de Commerce, à Richmond et Montréal.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'inté-

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF RICHMOND

Public Notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until noon, Saturday the 31st day of August, 1946, for the purchase of \$18,000.00 of bonds of the Town of Richmond, dated the 2nd day of July 1945, and redeemable serially from the 2nd day of July 1948 to the 2nd day of July 1965 inclusive, with interest at 3% per annum payable semi-annually on the 2nd day of January and the 2nd day of July each year, as follows:

July 2nd, 1948	\$1,000.00
July 2nd, 1949	1,000.00
July 2nd, 1950	1,000.00
July 2nd, 1951	1,000.00
July 2nd, 1952	1,000.00
July 2nd, 1953	1,000.00
July 2nd, 1954	1,000.00
July 2nd, 1955	1,000.00
July 2nd, 1956	1,000.00
July 2nd, 1957	1,000.00
July 2nd, 1958	1,000.00
July 2nd, 1959	1,000.00
July 2nd, 1960	1,000.00
July 2nd, 1961	1,000.00
July 2nd, 1962	1,000.00
July 2nd, 1963	1,000.00
July 2nd, 1964	1,000.00
July 2nd, 1965	1,000.00

Capital and interest will be payable at the Canadian Bank of Commerce Richmond and Montreal.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date, under

rét, sous l'autorité du chapitre 212 Statuts refondus, de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les dates les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le troisième jour du mois de septembre 1946 à 8 heures de l'après-midi, à l'Hôtel de ville, Richmond, Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Richmond, Québec, ce 13ième jour de mois d'août, 1946.

Le Secrétaire trésorier,
15313-33-2-o G. MARVEAU ALEXANDER

authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941; however, if said redemption be partial, it shall be reverse order of maturity and serial numbers.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on the 3rd day of September, 1946 at 8 p.m. in the evening at the Town Hall, Richmond, Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Richmond, Quebec, this 13th day of the month of August, 1946.

G. MARVEAU ALEXANDER
15313-33-2-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec

VILLE DE LA PRAIRIE

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi, le 16 septembre 1946, pour l'achat de \$43,000.00 d'obligations de la ville de La Prairie, datées du premier septembre 1946 et remboursables en séries du premier septembre 1947 au premier septembre 1966 inclusivement, l'intérêt étant payable semi-annuellement les premier mars et premier septembre de chaque année.

Les intéressés sont invités à déterminer le taux d'intérêt de l'émission pour laquelle ils soumissionnent et ils peuvent, à leur choix, fixer un seul taux pour toute l'émission ou deux ou trois taux gradués selon les échéances, mais n'exédant pas 3%.

Ces obligations ont été émises en vertu du règlement No 125 de la ville de La Prairie adopté le 15 avril 1946, et deviendront échues suivant le tableau ci-après:

Date	Capital
1er septembre 1947	\$ 500.00
1er septembre 1948	500.00
1er septembre 1949	500.00
1er septembre 1950	1,500.00
1er septembre 1951	1,500.00
1er septembre 1952	1,500.00
1er septembre 1953	1,500.00
1er septembre 1954	1,500.00
1er septembre 1955	1,500.00
1er septembre 1956	1,500.00
1er septembre 1957	2,000.00
1er septembre 1958	2,000.00
1er septembre 1959	2,000.00
1er septembre 1960	2,000.00
1er septembre 1961	2,000.00
1er septembre 1962	3,000.00
1er septembre 1963	3,000.00
1er septembre 1964	5,000.00
1er septembre 1965	5,000.00
1er septembre 1966	5,000.00

Le capital et les intérêts seront payables, au choix du porteur, au bureau de la Banque Canadienne Nationale, dans la Cité de Montréal ou de Québec, ou dans la ville de La Prairie. Ces obligations seront émises par coupures de \$500.00 et \$1,000.00 et pourront être enregistrées quant au capital au bureau du soussigné.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec,

Province of Quebec

TOWN OF LA PRAIRIE

Public Notice is hereby given that written sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon, Monday, September 16th, 1946, for the purchase of the Town of La Prairie bonds amounting to \$43,000.00, dated September 1st, 1946 and redeemable in series from September 1st, 1947 to September 1st, 1966 inclusively, the interest being payable semi-annually on the First day of March and the First day of September each year.

The parties concerned are invited to determine the rate of interest on the present issue and they may, at their choice, fix one rate for the whole issue or two or three graduated rates according to the maturity dates, but not exceeding 3%.

This issue has been authorized by the Town of La Prairie by-law No. 125 adopted by the town council of said Town on April 15th, 1946 which bonds will mature according to the following schedule:

Date	Capital
September 1st, 1947	\$ 500.00
September 1st, 1948	500.00
September 1st, 1949	500.00
September 1st, 1950	1,500.00
September 1st, 1951	1,500.00
September 1st, 1952	1,500.00
September 1st, 1952	1,500.00
September 1st, 1954	1,500.00
September 1st, 1955	1,500.00
September 1st, 1956	1,500.00
September 1st, 1957	2,000.00
September 1st, 1958	2,000.00
September 1st, 1959	2,000.00
September 1st, 1960	2,000.00
September 1st, 1961	2,000.00
September 1st, 1962	3,000.00
September 1st, 1963	3,000.00
September 1st, 1964	5,000.00
September 1st, 1965	5,000.00
September 1st, 1966	5,000.00

Both the principal and interest will be payable at the holder's option, at the office of the Banque Canadienne Nationale, in the city of Montreal or of Quebec, or in the Town of La Prairie.

These bonds will be issued in denomination of \$500.00 and \$1,000.00 and may be registered as to capital at the office of the undersigned.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941,

1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la ville de La Prairie, égal à 1% du montant de la présente émission et devra spécifier si l'intérêt sur les obligations est inclus ou non dans le montant de la soumission.

Les soumissions seront prises en considération à la séance ordinaire du conseil qui sera tenue lundi, le 16 septembre 1946, à huit heures du soir en la salle de la Société Littéraire, dans la ville de La Prairie.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à La Prairie, ce quinzième jour d'août 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉOPOLD PÉLADEAU.
15373-o

Province de Québec

VILLE DE ROUYN

Avis public est par les présentes donné que la ville de Rouyn recevra jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi, le 9 septembre 1946, au bureau du soussigné, des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" pour l'achat de \$250,000.00 d'obligations émises en vertu de son règlement No 213.

Ces obligations seront datées du 1er septembre 1946 et écherront en séries, en vingt ans, suivant le tableau ci-après:

Date:	Capital
1947.....	\$10,000.00
1948.....	10,000.00
1949.....	10,000.00
1950.....	10,000.00
1951.....	10,000.00
1952.....	10,000.00
1953.....	10,000.00
1954.....	10,000.00
1955.....	10,000.00
1956.....	10,000.00
1957.....	15,000.00
1958.....	15,000.00
1959.....	15,000.00
1960.....	15,000.00
1961.....	15,000.00
1962.....	15,000.00
1963.....	15,000.00
1964.....	15,000.00
1965.....	15,000.00
1966.....	15,000.00

Ces obligations seront émises en coupures au choix de l'acquéreur.

L'intérêt sur ces obligations sera de 3% payable semi-annuellement le 1er mars et le 1er septembre de chaque année. Le capital et les intérêts seront payables à toutes les succursales de la Banque Canadienne de Commerce dans la Province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, sur préavis de pas moins de trente ni plus de soixante jours avant la date du rachat, lequel avis sera publié une fois dans la *Gazette officielle de Québec*.

subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the Town of La Prairie, equal to 1% of the amount of this issue and must specify whether accrued interest on the bonds is included or not in the price of the tender.

The said tenders will be considered at an ordinary sitting of the Town Council to be held on Monday, September 16th, 1946, at 8 o'clock p.m. in the Hall of the Literary Society, in the Town of La Prairie.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at La Prairie, this fifteenth day of August, 1946.

LÉOPOLD PÉLADEAU,
Secretary-Treasurer.
15373-o

Province of Quebec

TOWN OF ROUYN

Public notice is hereby given that the Council of the Town of Rouyn will receive until five o'clock in the afternoon, Monday, September 9th, at the office of the undersigned, written sealed tenders, endorsed "Tender for Bonds", for the purchase of the Town of Rouyn bonds amounting to \$250,000.00 issued in virtue of its By-law No 213.

These bonds will be dated September 1st, 1946, and will fall due in series, in twenty years, as per the following schedule:

Date	Capital
1947.....	10,000.00
1948.....	10,000.00
1949.....	10,000.00
1950.....	10,000.00
1951.....	10,000.00
1952.....	10,000.00
1953.....	10,000.00
1954.....	10,000.00
1955.....	10,000.00
1956.....	10,000.00
1957.....	15,000.00
1958.....	15,000.00
1959.....	15,000.00
1960.....	15,000.00
1961.....	15,000.00
1962.....	15,000.00
1963.....	15,000.00
1964.....	15,000.00
1965.....	15,000.00
1966.....	15,000.00

These bonds will be issued in denominations at the choice of the buyer.

The interest on these bonds will be of 3% payable semi-annually on the first of March and the first of September of each year at all branches of the Banque Canadienne de Commerce in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, on a previous notice of not less than thirty days nor more than sixty days before the date of redemption, which notice will be published once in the *Quebec Official Gazette*.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la ville de Rouyn pour un montant égal à 1% de celui de la soumission, lequel dépôt ne portera pas intérêt.

La ville de Rouyn se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à Rouyn, ce 14ième jour d'août, 1946.

15402-o Le Secrétaire-trésorier,
DONAT D. DÉSILETS.

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE NOTRE-DAME-DE-LA-GARDE

Avis public est par les présentes donné que la commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Garde, comté de Papineau, recevra, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mardi, le 24 septembre 1946, au bureau du soussigné, des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" pour l'achat de \$70,000.00 d'obligations émises en vertu de sa résolution du 23 avril 1946.

Ces obligations seront datées du 1er juin 1946 et écherront en séries, en vingt-cinq ans, suivant le tableau ci-après:

1947	\$5,000.00
1948	5,000.00
1949	5,000.00
1950	5,000.00
1951	5,000.00
1952	1,500.00
1953	1,500.00
1954	1,500.00
1955	1,500.00
1956	1,500.00
1957	2,000.00
1958	2,000.00
1959	2,000.00
1960	2,000.00
1961	2,000.00
1962	2,500.00
1963	2,500.00
1964	2,500.00
1965	2,500.00
1966	2,500.00
1967	3,000.00
1968	3,000.00
1969	3,000.00
1970	3,000.00
1971	5,000.00

L'intérêt sur ces obligations sera de 3% payable semi-annuellement le 1er décembre et le 1er juin de chaque année. Le capital et les intérêts seront payables à toutes les succursales de la Banque Provinciale du Canada, à Masson, Montréal, Québec et Ottawa.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, sur préavis de pas moins de trente ni plus de soixante jours avant la date du rachat, lequel avis sera publié une fois dans la Gazette officielle de Québec.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Garde pour un montant égal à 1% de celui de la soumission, lequel dépôt ne portera pas intérêt.

La commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Garde se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Val-des-Bois ce 21ième jour d'août 1946.

15401-o Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ DAVID.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the Town of Rouyn, equal to 1% of the amount of this issue, which deposit will not bear interest.

The Town of Rouyn reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Rouyn, this fourteen day of August 1946.

15402-o DONAT D. DÉSILETS,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF NOTRE-DAME-DE-LA-GARDE

Public notice is hereby given that the School Commission of Notre-Dame-de-la-Garde, County of Papineau, will receive until five o'clock in the afternoon, Tuesday, the 24th of September 1946, at the office of the undersigned, written sealed tenders, endorsed "Tender for Bonds", for the purchase of \$70,000.00 of bonds issued in virtue of its resolution of the 23rd of April 1946.

These bonds will be dated 1st June 1946 and will fall due in series, in twenty-five years, as per the following schedule:

1947	\$5,000.00
1948	5,000.00
1949	5,000.00
1950	5,000.00
1951	5,000.00
1952	1,500.00
1953	1,500.00
1954	1,500.00
1955	1,500.00
1956	1,500.00
1957	2,000.00
1958	2,000.00
1959	2,000.00
1960	2,000.00
1961	2,000.00
1962	2,500.00
1963	2,500.00
1964	2,500.00
1965	2,500.00
1966	2,500.00
1967	3,000.00
1968	3,000.00
1969	3,000.00
1970	3,000.00
1971	5,000.00

The interest on these bonds will be of 3% payable semi-annually on the first of December and the first of June of each year. The principal and interest will be payable at any branch of the Banque Provinciale du Canada, at Masson, Montreal, Quebec or Ottawa.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, on a previous notice of not less than thirty days nor more than sixty days before the date of redemption, which notice will be published once in the Quebec Official Gazette.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the School Commission of Notre-Dame-de-la-Garde, equal to 1% of the amount of this issue, which deposit will not bear interest.

The School Commission of Notre-Dame-de-la-Garde reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Val-des-Bois this 21st day of August 1946.

15401-o ANDRÉ DAVID,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE
SAINT-GEORGES-OUEST Co. BEAUCE

Avis public est par la présente donné, que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 4 heures de l'après-midi, jeudi le 5 septembre 1946, pour l'achat de \$10,000.00 d'obligations de la Municipalité du Village de Saint-Georges-Ouest, datées du 1er septembre 1946 au 1er septembre 1955 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année.

Et pour l'achat de \$60,000.00 d'obligations de la Municipalité du Village de Saint-Georges-Ouest, datées du 1er septembre 1946 au 1er septembre 1975, inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année.

Le capital et les intérêts sont payables à la Banque Canadienne-Nationale à Montréal, à Québec, ou à Saint-Georges.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair à toutes échéances d'intérêt sous l'autorité du chapitre 212 Statuts Refondus de Québec, 1941. Cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 5 septembre 1946 à 7.30 heures de l'après-midi à la salle paroissiale de Saint-Georges-Ouest.

Saint-Georges-Ouest Co. de Beauce, ce vingtième jour d'août 1946.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire-trésorier,
EUGÈNE ROY.

15403-o

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF
SAINT GEORGES WEST, Co. OF BEAUCE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until 4 o'clock in the afternoon, on Thursday, September 5, 1946, for the purchase of \$10,000 of bonds of the municipality of the village of Saint-George-West, dated from September 1, 1946, to September 1, 1955 inclusively, with interest at 3% per annum, payable semi-annually, on the 1st of March and 1st of September of each year.

And for the purchase of \$60,000 of bonds of the municipality of the village of Saint-George-West, dated from September 1, 1946, to September 1, 1975 inclusively, with interest at 3% per annum, payable semi-annually, on the 1st of March and 1st of September of each year.

Capital and interest are payable at the Banque Canadienne Nationale at Montreal, Quebec or Saint George.

Said bonds will be redeemable by anticipation, at par, at any date of interest, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941. However, if such redemption be partial, it will affect the bonds in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include the accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council which shall be held on September 5, 1946, at half past seven o'clock in the evening, at the parish hall of Saint George-West.

Saint-George-West, Co. of Beauce, this twentieth day of August, 1946.

Certified True Copy.

EUGÈNE ROY,
Secretary Treasurer.

15403

Vente pour taxe

CITÉ DE HULL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Greffier de la cité de Hull que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, MERCREDI, le 25 SEPTEMBRE 1946, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'hôtel de ville de la cité de Hull, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires dues ainsi que les frais encourus.

Sale for Taxe

CITY OF HULL

Public notice is hereby given by the undersigned City Clerk of the City of Hull that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction on WEDNESDAY, SEPTEMBER 25, 1946, at TEN o'clock in the forenoon, in the municipal hall at the City Hall of the City of Hull, in default of payment of municipal and school taxes dues and costs incurred.

N. Rôle Roll No.	Propriétaires Proprietors	N° du cadastre Cadastral No.	Taxes Munic. Munic. Taxes	Frais Costs	Taxes Scolaires School Taxes	Frais Costs	Tota
765.....	Cayer, Léo.....	255-218.....	\$ 228.95	\$1.05			\$ 230.00
1178.....	Grenier, Vve-Wid. Adolphe.....	255-758.....	168.01	.90	34.52	.90	204.33
1537.....	Harper, J.-B.....	254-198D-408.....					
		254-198C-409.....	2,405.01	1.55	1,164.33	1.00	3,571.89
2062.....	Desjardins, J.-A.....	254-265.....	128.69	1.05			129.74
2360.....	Laroche, Lucien.....	247-52-553.....	285.56	1.05			286.61
2770.....	Ornatosky, Vve-Wid. W.....	245-8.....	267.33	.90	28.14	1.05	297.51
3311.....	Laurin, Albini.....	244-168.....	199.03	1.05	66.30	1.65	268.03
3383.....	Paré, Lucien.....	244-92-94.....	298.90	1.55	100.84	1.55	402.84

N. Rôle — Roll No.	Propriétaires — Proprietors	N° du cadastre — Cadastral No.	Taxes Munic. — Munic. Taxes	Frais — Costs	Taxes Scolaires — School Taxes	Frais — Costs	Total
3999.	Rocheleau, J.-A.	257-Pt-8-Pt-9.	504.73	1.55	181.72	1.55	689.55
2929.	Cité de City of Hull.	246-Pt-8-208-245-97.	5.00	1.40			6.40
5260.	Lessard, J.-O.-E.	Pt-190-Pt-191-Pt-189.	450.97	1.90	111.92	1.90	566.69
5399.	Olmstead, Frank.	O-114.	87.36	.90			88.26
5561.	Meunier-Lizotte, Irène	96-Pt-63.	48.32	1.05			49.37
6059.	Labrie, Henri.	576.	324.13	1.05			325.18
6060.	Labrie, Henri.	577.	339.29	1.05			330.34
6202.	Gagnon, H.		167.33	1.05			168.38
6908.	D'Aoust, Alfred.	292.	316.10	1.05	39.72		356.87
6924.	Limoges L. & D.	Pt-239-Pt-228.	215.47	1.70	50.08	1.85	269.10
6942.	Normand, Mme-Mrs. A.	Pt-331-Pt-332.					
		Pt-302.	197.22	2.05	55.77	3.00	238.04
6962.	Dagenais, Donat.	Pt-S-140.	297.75	1.05	69.68	1.05	369.53
6991.	Dupuis, Amable.	Pt-255-268.	397.46	1.55			399.01
7083.	Lafreille, Roméo.	N-95.	211.06	1.05			212.11
7136.	Moreau, Mme-Mrs. Rodolphe	S-61.	161.51	1.20			162.71
7228.	Aubry, Cyprien.	S-98.	134.34	1.05	32.41	1.05	168.85
7340.	Guindon, Aldège.	12-30.	71.43	1.05	25.64	1.65	99.77
7449.	Levert, Mme-Mrs. A.	135-70.	216.74	1.05	48.53	1.50	267.82
7666.	Duchesne, Emmanuel	O-186.	224.20	1.05	71.49	1.05	297.79
7759.	Alarie, Edmond.	S-E-127.	144.59	1.35			145.94
7834.	Pelland, Germain	O-84.	225.62	1.05			226.67
7873.	Trépanier, Omer.	14-3.	263.75	1.05			264.80
6802.	Beauchamp, Joseph	Pt-294-Pt-276.	63.94	1.70			65.64
7006.	Demers, Succ. Amb.	254.	297.41	1.20	43.94	1.20	343.75
8073.	Rocheleau, Calixte.	Pt-364-Pt-371.	277.85	1.55	85.25	2.10	366.75
8235B.	Girouard, T.	N.-O.-14.	72.46	1.20	11.92	1.05	86.63
8249.	Beauparlant, Succ.	S-158.	396.95	.90	119.36	.90	518.11
8265.	Jacques, Succ. J.-B.	N-93.	342.99	1.20	40.59		384.78
8291.	Labrie, Henri.	S-101.	186.27	1.20			187.47
8351.	Robitaille, Vve-Wid. R.-A.	18.	331.63	1.05			332.68
8355.	Robitaille, J.-E.	S-44.	226.78	1.05			227.83
8515.	St-Cyr, Alfred.	N-236.	352.57	1.05			353.62
9130.	Lalonde, P.	217-E-34-Pt-31	139.54	1.55			141.09
9164.	Laviolette, Nap.	S-420.	155.53	1.20			156.73
9371.	Lafèche, Jean-C.	O-350.	280.91	1.05			281.96
9403.	Dallaire, J.	N-373.	160.29	1.20			161.49
9443.	Stevens, Réginald.	S-190.	101.26	1.20			102.46
9526.	Falardeau, Paul.	N-293.	93.22	1.05	33.23	1.05	128.55
9913.	Waters, Willie.	Pt-265.	57.60	1.05			58.65
9059.	Valiquette, Henri	S-389.	71.65	1.05			72.70
5154.	Kelly-Leduc, Normand-Joseph	255-14-98			1.98	1.05	3.03
1536.	Harper, Jean-Baptiste.	254-198b-410.			75.57	1.05	76.62
1745.	Leblanc, Joseph.	255-177.			9.93	1.05	10.98
1746.	Leblanc, Joseph.	255-176.			11.92	.50	12.42
1907.	Saumier, Émile.	254-210.			6.55	1.05	7.60
1960.	Emard-Lévesque A. Vve-Wid.						
	Beaudry, Zotique	254-294.			27.25		27.25
2209.	Larabie, Sam, Succ.	247-36.			15.89	1.05	16.94
2830.	Gagné, Wilfrid.	245-44.			25.25	.90	26.15
3226.	McDermott, Jean Ruben, Mrs.	244-243-Pt-242.			61.24	1.05	62.29
4573.	Lévesque Célio, Godmaire Albert	247-503-537			25.65	1.05	26.70
6227.	Martel, Émile, Vve-Wid.	569.			108.38	.90	109.28
6481.	Charron, Elzéar.	494.			7.95	.90	8.85
7315.	Jolicœur, Nelson.	12.14.			29.36		29.36
7340.	Guindon, Aldège.	12.30.			25.64	1.65	27.29
8039.	Harper, Jean-Baptiste.	NO-436-NE-435			135.76	1.30	137.06
9562C.	Ottawa Welding Co.	Mach.			16.30	.65	16.95
9617.	Laivgne-Servant, Octavie, Mme.	157.			44.41	1.65	46.06
9806A.	Bertrand, Hosannah.	Compresseur.			5.43	.65	6.08

Donné à mon bureau à l'Hôtel de ville de la cité de Hull, ce quatorzième jour du mois d'août 1946.

Le Greffier de la cité,
H.-LÉON LEBLANC.

15390-34-2-o

Given in my office at the City Hall of the City of Hull, on this fourteenth day of the month of August 1946.

H.-LÉON LEBLANC,
City Clerk.

15390-34-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Cour supérieure — District d'Abitibi

N° 7097 } FRANÇOIS ROSS, de La Motte,
versus JOSEPH VALCOURT,
du même lieu, à savoir:

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Superior Court — District of Abitibi

No. 7097 } FRANÇOIS ROSS, of La Motte;
versus JOSEPH VALCOURT,
of the same place, to wit:

Comme appartenant au défendeur les droits conférés par billet de location du lot numéro douze (12) du Rang quatre (4) du cadastre officiel pour le canton La Motte, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de La Motte, MARDI, le TROIS SEPTEMBRE 1946, à DIX heures du matin (heure solaire).

Cabinet du Shérif. J.-U. DUMONT.
Amos, 31 juillet 1946. 15184-31-2-o
[Première insertion, 3 août 1946]

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada, { **THÉO. LAMARRE,**
Province de Québec { entrepreneur peintre
District de Montréal { et décorateur, domicilié et
N° 195690 { résidant dans les Cités et
District de Montréal, demandeur; vs Dame B. LAMBERT, épouse de J.-GABRIEL LAMBERT, son époux, pour autoriser cette dernière.

a) Un certain lot de terre vacant ayant front sur le chemin du 9ième rang de la paroisse de Mont Rolland, connu et désigné sous le N° 1 de la subdivision du lot originaire N° 16 (16-1) dans le 9ième rang du canton Abercrombie;

b) Un certain lot de terre vacant, ayant front sur le chemin public du 9ième rang dans la paroisse de Mont Rolland, connu et désigné sous le N° 1 de la subdivision du lot N° 17 (17-1) dans le 9ième rang du canton Abercrombie;

c) Un certain lot de terre de figure irrégulière, connu et désigné comme étant le lot N° 1 de la subdivision du lot 17A (17-A-1) dans le 10ième rang du canton Abercrombie;

d) Aussi un certain lot de terre vacant, de figure irrégulière, connu et désigné sous le N° 1 de la subdivision du lot N° 17B (17-B-1), dans le 10ième rang du canton Abercrombie;

e) Enfin un lot de terre vacant ayant front sur le chemin du 9ième rang dans la paroisse de Mont Rolland, connu et désigné comme étant le N° 2 de la subdivision du lot N° 17 (17-2) dans le 9ième rang du canton Abercrombie.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Joseph de Mont Rolland, MERCREDI, le 4 SEPTEMBRE 1946, à DEUX heures de l'après-midi.

Daté à St-Jérôme, ce 31 juillet 1946.

Le Shérif, district de Terrebonne,
15178-31-2-o ALBERT FOURNELLE.

As belonging to the defendant, the rights conferred by location ticket on lot number twelve (12) of Range four (4) of the official cadastre for the township La Motte, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of La Motte, on TUESDAY, the THIRD of SEPTEMBER, 1946, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

J.-U. DUMONT, Sheriff.
Amos, July 31, 1946. 15184-31-2
[First insertion, August 3, 1946]

TERREBONNE

Superior Court

Canada, { **THÉO. LAMARRE,**
Province of Quebec, { painting and deco-
District of Montreal, { rating contractor, domi-
No. 195690 { ciled and residing in the
City and district of Montreal, demandant; vs Dame B. LAMBERT, wife of J.-GABRIEL LAMBERT, her husband, to authorise her.

a) A certain lot of land vacant, fronting on the 9th rang road of the parish of Mont Rolland, known and designated under No. 1 of the subdivision of originary lot No. sixteen (16-1) in the 9th rang of Abercrombie Township;

b) A certain lot of land vacant, fronting on the public road of the 9th rang in the parish of Mont Rolland, known and designated under No. 1 of the subdivision of the lot No. seventeen (17-1) in the 9th rang of Abercrombie Township;

c) A certain lot of land of irregular form known and designated as being lot No. 1 of the subdivision of the lot seventeen A (17-A-1) in the 10th Rang of Abercrombie Township;

d) Also a certain lot of land of irregular form, known and designated under No. 1 of the subdivision of the lot seventeen B (17-B-1) in the 10th rang of Abercrombie Township;

e) At last a lot of vacant land fronting on the 9th rang road in the parish of Mont Rolland, known and designated as being the No. 2 of the subdivision of lot 17 (17-2) in the 9th rang of Abercrombie Township.

To be sold at Catholic Church door of St. Joseph de Mont Rolland, on WEDNESDAY the 4th day of SEPTEMBER 1946, at TWO o'clock in the afternoon.

Dated at St. Jérôme, this July 31st 1946.
ALBERT FOURNELLE,
15178-31-2-o Sheriff, district of Terrebonne.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3322

Québec, le 21 août 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans l'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

ATTENDU qu'une requête a été présentée au Ministre du Travail par "The Master Plumbers' Association of Montreal and Vicinity", d'une

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3322

Quebec, August 21, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the - Island of Montreal and the territory comprised within a radius of fifteen (15) miles from its limits.

WHEREAS a request has been submitted to the Minister of Labour by The Master Plumbers' Association of Montreal and Vicinity, on

part, et, "The United Association of Journeymen Plumbers and Steamfitters of the United States and Canada", local numéro 144, d'autre part, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre les deux parties pour les employeurs et les salariés des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 juillet 1946;

ATTENDU qu'une deuxième requête a été présentée au Ministre du Travail par la Section des Entrepreneurs en Plomberie-Chauffage de l'Association des Marchands détaillants du Canada Inc., d'une part, et, l'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage Inc., d'autre part, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre les deux parties pour les employeurs et les salariés des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 juillet 1946;

ATTENDU que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU que des objections ont été formulées contre l'approbation de chacune de ces deux requêtes et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

ATTENDU qu'il est opportun d'établir des conditions normatives identiques pour les employeurs et les salariés des métiers de mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareils de chauffage, dans la juridiction territoriale déterminée dans lesdites conventions;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE les dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans lesdites conventions, soient approuvées et ajoutées dans le décret numéro 3002 du 31 juillet 1946, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans l'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de quinze (15) milles de ses limites, ainsi que dans la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

1° "The Master Plumbers' Association of Montreal and Vicinity" et La Section des Entrepreneurs en Plomberie-Chauffage de l'Association des Marchands détaillants du Canada Inc., sont acceptées comme parties contractantes et leurs noms sont ajoutés, dans ledit décret, aux parties de première part.

2° "The United Association of Journeymen Plumbers and Steamfitters of the United States and Canada", local numéro 144, et L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage Inc., sont acceptées comme parties contractantes et leurs noms sont ajoutés, dans ledit décret, aux parties de deuxième part.

3° L'article XX-A suivant est ajouté dans ledit décret:

"XX-A. Règlements spéciaux relatifs aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie, aides et apprentis:

a) *Jurisdiction territoriale*: Le décret s'applique à l'île de Montréal et au territoire compris dans un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

b) *Jurisdiction professionnelle*: Le décret s'applique à tout travail assujéti à la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie (S.R.Q. 1941, chapitre 173) et au règlement numéro 1341 de la cité de Montréal, ainsi qu'à tout travail exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de la boutique en regard de toute installation de tuyaux à gaz, huile, air, gazoline ou de systèmes hydrauliques, fixes ou mobiles, pour quelque fin que ce soit, à l'inté-

the one part, and The United Association of Journeymen Plumbers and Steamfitters of the United States and Canada, local number 144, on the other part, for the purpose of rendering obligatory the collective labour agreement entered into between the two parties for the employers and the employees of the trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 20, 1946;

WHEREAS another request has been submitted to the Minister of Labour by "La Section des Entrepreneurs en Plomberie-Chauffage de l'Association des Marchands détaillants du Canada Inc.", on the one part, and "L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage Inc.", on the other part, for the purpose of rendering obligatory the collective labour agreement entered into between the two parties for the employers and the employees of the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 20, 1946;

WHEREAS the provisions of the Act, respecting the publication of notices, have been duly observed;

WHEREAS objections have been made against the approval of each one of these two requests and have been submitted to the contracting parties for consideration;

WHEREAS it is advisable to establish standard identical clauses for the employers and the employees of the pipe mechanic and steam fitter trades, in the territorial jurisdiction determined in the said agreements;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the following provisions, to be substituted for the conditions described in the said agreements, be approved and added to the decree number 3002, of July 31, 1946, relating to the construction industry and trades in the Island of Montreal and the territory comprised in a radius of fifteen (15) miles from its limits, and in the city of Salaberry-of-Valleyfield.

1. The Master Plumbers' Association of Montreal and Vicinity and "La Section des Entrepreneurs en Plomberie-Chauffage de l'Association des Marchands détaillants du Canada Inc.", are accepted as contracting parties and their names are added, in the said decree, to the parties of the first part.

2. The United Association of Journeymen Plumbers and Steamfitters of the United States and Canada, local number 144, and "L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage Inc.", are accepted as contracting parties and their names are added, in the said decree, to the parties of the second part.

3. The following section XX-A is added in the said decree:

"XX-A. Special regulations respecting the trades of plumber, steamfitter, pipe welder, helpers and apprentices:

a) *Territorial jurisdiction*: The decree applies to the Island of Montreal and that area comprised in a radius of fifteen (15) miles from its limits.

b) *Professional jurisdiction*: The decree applies to and is effective in all work executed governed by the Pipe Mechanics Act (Chapter 173 R.S.Q. 1941) and by By law No. 1341 of the City of Montreal, and applies to all work whether inside or outside the shop, and to all pipe including gas, oil, air, gasoline and Hydraulic pipe installations, whether movable or immovable, with in or outside a building, for whatever

rieur ou à l'extérieur d'un bâtiment, et nécessitant l'habileté et la compétence d'un mécanicien en tuyauterie y compris l'installation, la réparation, l'entretien ou la rénovation de tout système de plomberie ou de chauffage.

Il s'applique à l'assemblage et au montage de fournaies, bouilloires et appareillage s'y rapportant.

Il ne s'applique pas au montage de bouilloires nécessitant une base de briques ou des murs de briques pour entourer la bouilloire proprement dite lequel est fait par des chaudronniers et des briqueteurs. Toutefois, toute la tuyauterie et les connexions de ces bouilloires sont régies par ce décret.

c) *Taux minima de salaires*: Les taux minima de salaires sont les suivants:

	<i>L'heure</i>
Maître-plombier ou entrepreneur en chauffage	\$2.00
Compagnon-plombier, poseur d'appareils de chauffage	1.11
Soudeur en tuyauterie	1.11
Mécanicien junior	0.78
Apprenti, 1ère année	0.45
Apprenti, 2ème année	0.55
Apprenti, 3ème année	0.60
Apprenti, 4ème année	0.65

d) *Durée du travail*: 1. La durée maximum du travail des ouvriers qualifiés est de huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et de quatre (4) heures réparties entre 8.00 a.m. et midi le samedi, le tout devant constituer un maximum de quarante-quatre (44) heures par semaine.

2. Pendant les cinq mois de l'été, c'est-à-dire du 1er mai au 1er octobre, et pourvu qu'il y ait entente entre l'employeur et les salariés, la durée journalière du travail peut être de neuf (9) heures les lundi, mardi, mercredi et jeudi et de huit (8) heures le vendredi, pourvu que le nombre des heures de travail, au taux régulier, n'excède pas quarante-quatre (44) heures par semaine.

3. En ce qui a trait aux heures de travail, lorsqu'ils exécutent des travaux en dehors de Montréal, les employeurs et les salariés doivent se conformer aux conventions collectives en vigueur dans les localités où ils travaillent.

e) *Travail supplémentaire*: 1. Tout travail exécuté le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine Victoria, la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, le jour de Noël, la fête de l'Immaculée Conception, la Toussaint, le jour de l'Ascension et les dimanches, est rémunéré au taux de salaire double.

2. Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et minuit ou le samedi après-midi est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

3. Tout travail exécuté entre minuit et 8.00 a.m. doit être rémunéré au taux minimum de salaire double.

f) *Travail en dehors des limites de Montréal*:

Les limites de Montréal, pour les fins du décret, sont les points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet ordinaire de tramway ou d'autobus.

Les salariés travaillant en dehors des limites, telles que ci-haut décrites, doivent se rendre sur le chantier et le quitter aux heures régulières.

Le temps requis pour se rendre des limites de la ville au chantier et pour revenir des mêmes endroits doit leur être payé au taux simple ainsi que le prix du transport pour le dit trajet.

use requiring the ability and skill of a pipe mechanic including the installation, the repair, the maintenance or the reactivation of any new or existing plumbing or heating system.

It applies to the assembling and erecting of furnaces, boilers and equipment in connection with same.

It does not apply to the erection of boilers which require a brick setting or brick walls to enclose the boiler proper which work is under the jurisdiction of boiler makers and brick layers. However all piping and connections of such boilers is included in this decree.

c) *Minimum rates of wages*: The minimum rates of wages are as follows:

	<i>per hour</i>
Master Plumber or Heating Contractor	\$2.00
Journeyman in Plumbing, Heating and pipe work	1.11
Pipe Welder	1.11
Junior Mechanic	0.78
Apprentice 1st year	0.45
Apprentice 2nd year	0.55
Apprentice 3rd year	0.60
Apprentice 4th year	0.65

d) *Duration of Labour*: 1. The maximum duration of labour for skilled workers consists of eight (8) hours per day, distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and of four (4) hours, distributed between 8.00 a.m. and midday, on Saturday, the whole to constitute a maximum of forty-four (44) hours per week.

2. During the five summer months, i.e. from May 1, to October 1, and subject to agreement between employer and employees, the daily duration of labour may consist of nine (9) hours on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, and of eight (8) hours on Friday, provided the number of working hours, at regular rates of pay, does not exceed forty-four (44) per week.

3. As for hours of work in respect of work performed outside of Montreal, the employers and employees shall abide by the collective agreements in force in the localities where operations are carried on.

e) *Overtime work*: 1. Any work performed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, Immaculate Conception Day, All Saints Day, Ascension Day and Sundays shall be paid double time.

2. Any work performed between 5.00 p.m. and midnight, or on Saturday afternoon, is considered as overtime work and shall be paid time and a half.

3. Any work performed between midnight and 8.00 a.m. shall be paid at least double time.

f) *Operations outside the limits of Montreal*. The limits of Montreal, for the purposes of the decree, shall be those extreme spots that can be reached with an ordinary streetcar or bus fare.

Employees working outside the limits, as above described, shall get to and leave the job at the regular hours.

The time needed to travel from the city limits to the job, and vice versa, shall be paid single time; the cost of such transportation shall also be paid by the employer.

Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité, on peut varier les heures de commencement et de cessation du travail en vue de les adapter aux heures des services de transport public, pourvu que ne s'ensuive pas une semaine de travail de plus de quarante-quatre (44) heures.

g.) *Apprentissage*: 1. L'employeur a le droit d'employer un (1) apprenti pour chaque compagnon ou compagnon junior et pas plus d'un (1) compagnon junior par trois (3) compagnons seniors, par boutique.

2. Lorsqu'il y a cinq (5) compagnons, il peut y avoir deux (2) compagnons juniors et, subséquemment, un (1) compagnon junior par cinq (5) compagnons additionnels employés.

3. Pour pratiquer le métier de mécanicien en tuyauterie, l'apprenti doit avoir un certificat d'apprenti émis par les autorités provinciales, en vertu du chapitre 173 des Statuts refondus de Québec 1941, et conformément au règlement numéro 1341 de la cité de Montréal.

4. Les taux spécifiés dans le présent articlesont applicables à tout travail du mécanicien en tuyauterie exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de l'atelier.

5. *Période d'apprentissage*: La période d'apprentissage complète est la suivante:

Mécanicien en tuyauterie 4 ans.
Note: Une année d'apprentissage pour les mécaniciens en tuyauterie comprend 2,000 heures de travail.

6. La durée du travail des apprentis est la même que celle des compagnons.

7. Tout travail supplémentaire exécuté par un journalier ou un apprenti doit être rémunéré aux taux spécifiés ci-dessus pour les ouvriers qualifiés."

A. MORISSET,

15411-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3224

Québec, le 15 août 1946.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1653, du 28 juin 1941, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 juillet 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU que le Conseil régional du Travail a approuvé les dispositions de ladite requête, en date du 15 juillet 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1653, soit modifié de la façon suivante:

1° Les mots "Hommes sur machine à polir le terrazzo.. 0.70 — 0.65 — 0.60 — 0.55", mention-

For operations carried on outside the city limits, it is permissible to change the starting and finishing time in order to adapt same to the time of leaving and returning of public transportation, provided the change does not entail the working of more than forty-four (44) hours in one week.

g.) *Apprenticeship*: 1. The employer has the right to employ one (1) apprentice to each journeyman or junior journeyman but not more than one (1) junior journeyman to each three (3) senior journeymen, per shop.

2.—When there are five (5) journeymen, there may be two (2) junior journeymen, and, subsequently one (1) junior journeyman to each five (5) additional journeymen employed.

3. To pay the pipe mechanic trade, the apprentice shall obtain an apprentice certificate issued by the provincial authorities, pursuant to chapter 173 of the Revised Statutes of Quebec 1941, and pursuant to by-law number 1341 of the City of Montreal.

4. The rates specified in the present section apply to any work of the pipe mechanic executed in or outside the shop.

5. *Apprenticeship period*: The entire period of apprenticeship is as follows:

Pipe mechanic..... 4 years.
Note: One year of apprenticeship for the pipe mechanic consists of 2,000 hours of work.

6. The duration of labour of the apprentice is the same as that of journeymen.

7. Any overtime work done by a labourer or an apprentice shall be paid the rates specified hereabove for skilled workers.

A. MORISSET,

15411-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3224

Quebec, August 15th, 1946.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry in the district of Québec.

WHEREAS pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Construction Industry, Quebec, has submitted to the Minister of Labour a request to amend decree number 1653, of June 28th 1941, and amendments, relating to the construction industry in the district of Québec;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of July 6th, 1946;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the Regional War Labour Board has approved the provisions of the said request on July 15th, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

THAT the said decree, number 1653, be amended as follows:

1. The words "Terrazzo polishing machine operators... 0.70 — 0.65 — 0.60 — 0.55" men-

nés à l'article IV, sont remplacés par les suivants :

"Polisseurs de terrazzo à la machine, 1er six mois (apprentissage).....0.60 0.55 0.45 0.45

Polisseurs de terrazzo à la machine.....0.70 0.65 0.60 0.55"

2° Les mots "polisseurs de terrazzo à la machine" sont ajoutés après le mot "terrazzo" mentionné à l'alinéa 2 du paragraphe "i" de l'article IX.

A. MORISSET,
15404-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 3226

Québec, le 15 août 1946.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une prolongation du décret relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, de la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail :

QUE le décret numéro 3723 du 6 octobre 1944 et amendements, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans l'île de Montréal et un rayon de cinquante (50) milles de ses limites, soit prolongé jusqu'au 30 septembre 1946.

A. MORISSET,
15405-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 3323

Québec, le 21 août 1946.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une correction du décret relatif aux employés de garages dans la région de Sherbrooke.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail :

QUE le décret numéro 3087 du 7 août 1946, relatif aux employés de garages dans la cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites, soit corrigé de la façon suivante :

Les mots "dix (10) milles de ses limites", mentionnés à la fin du paragraphe "b" de l'article II (juridiction territoriale), sont remplacés par les mots "quinze (15) milles de ses limites".

A. MORISSET,
15418-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 3325

Québec, le 21 août 1946.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux tanneries et corroieries de la province de Québec.

tioned in section IV, are replaced by the following :

"Terrazzo polishing machine operators, 1st six months (apprenticeship).....0.60 0.55 0.45 0.45

Terrazzo polishing machine operators.....0.70 0.65 0.60 0.55"

2. The words "and terrazzo polishing machine operators" are added after the words "cement layers" mentioned in paragraph 2 of subsection "i" of section IX.

A. MORISSET,
15404-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 3226

Quebec, August 15, 1946.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the Decree relating to the fur workers, wholesale trade, District of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour :

THAT the decree number 3723 of October 6, 1944, and amendments, relating to the fur workers, wholesale trade, in the Island of Montreal and a radius of fifty (50) miles from its limits, be extended until September 30th, 1946.

A. MORISSET,
15405-o Clerk of Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 3323

Quebec, August 21, 1946.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction of the decree relating to the garage employees in the District of Sherbrooke.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour :

THAT the decree number 3087, of August 7th, 1946, relating to the garage employees of the city of Sherbrooke and the territory comprised within a radius of ten (10) miles from its limits, be corrected in the following manner :

The words "ten (10) miles from its limits", mentioned at the end of subsection "b" of Section II (territorial jurisdiction), are replaced by the words "fifteen (15) miles from its limits".

A. MORISSET,
15418-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 3325

Quebec, August 21st,

Present : The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING an amendment to the decree relating to the tanning and currying industry in the Province of Quebec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint des Tanneries et corroieries de la Province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 523, du 5 février 1940, et amendements, relatif aux tanneries et corroieries de la province de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 juin 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU que le Conseil régional du Travail a approuvé les augmentations de salaires proposées dans ladite requête, par décision rendue à sa séance du 13 août 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 523, soit modifié de la façon suivante:

Les taux de salaires de la catégorie IV, apparaissant à l'article V, sont remplacés par les suivants:

	Taux horaires Zones		
	I	II	III
"Class A.....	\$0.58	\$0.54	\$0.48
"Classe B.....	0.46	0.43	0.37
"Classe C.....	0.34	0.34	0.29"

A. MORISSET,

15412-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3324

Québec, le 21 août 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la Lithographie dans la province de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la lithographie dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 4689, du 7 novembre 1945, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 juin 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU que le Conseil régional du Travail a approuvé les augmentations de salaires proposées dans ladite requête, par décision rendue à sa séance du 13 août 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 4689, soit modifié de la façon suivante:

L'article XV est remplacé par le suivant:
"XV. Taux horaires de gages: a) Travail de nuit: Tous les salariés des équipes de nuit doivent être rémunérés au taux de quinze pour cent (15%) de plus que les taux horaires des salariés de l'équipe de jour.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 523, of February 5th, 1940, and amendments, relating to the tanning and currying industry in the Province of Quebec.

WHEREAS the said request has been published in the issue of June 29th, 1946, of the *Quebec Official Gazette*,

WHEREAS no objection has been made against its approval,

WHEREAS the wage increases proposed in the said request have been approved by the Regional Labour Board, by a decision taken at its meeting of August 13th, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 523, be amended as follows:

The wage rates of category IV, mentioned in section V, be replaced by the following:

	Wage rates Zones		
	I	II	III
"Class A.....	\$0.58	\$0.54	\$0.48
Class B.....	0.46	0.43	0.37
Class C.....	0.34	0.34	0.29"

A. MORISSET,

15412-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3324

Quebec, August 21, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the lithographing industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the lithographing industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 4689, of November 7, 1945, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the issue of June 29, 1946, of the *Quebec Official Gazette*:

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the Regional Labour Board has approved the wage increases proposed in the said request by a decision taken at its meeting of August 13, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 4689, be amended as follows:

Section XV is replaced by the following:
"XV. Wages rates: a) Night shift: All employees working on night shifts shall be paid at a rate of 15% higher than the hourly rate actually paid for day work.

b) *Travail de jour*: Les taux horaires minima de gages pour le travail de jour sont les suivants:

A compter de la première période de paie commençant le ou après le jour de la publication du décret approuvant cet amendement dans la *Gazette officielle de Québec*, jusqu'au début de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1947:

les taux indiqués dans la colonne 1

A compter de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1947, jusqu'au début de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1948:

les taux indiqués dans la colonne 2

A compter de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1948, jusqu'au début de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1949:

les taux indiqués dans la colonne 3

A compter de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1949, jusqu'au début de la première période de paie commençant le ou après le 1er janvier 1950:

Et SUBSÉQUEMMENT:

les taux indiqués dans la colonne 4

b) *Day work*: The minimum hourly rates of wages for day work shall be:

Effective from the first payroll period commencing on or after the day of the publication of the decree approving this amendment in the *Quebec Official Gazette* up to the commencement of the first payroll period beginning on or after January 1st, 1947:

the rates shown in Column 1

Effective from the first payroll period commencing on or after January 1st payroll period commencing on or after January 1st, 1947, up to the commencement of the first payroll period beginning on or after January 1st, 1948:

the rates shown in Column 2

Effective from the first payroll period commencing on or after January 1st, 1948 up to the commencement of the first payroll period beginning on or after January 1st, 1949:

the rates shown in Column 3

Effective from the first payroll period commencing on or after January 1st, 1949, up to the commencement of the first payroll period beginning on or after January 1st, 1950:

AND THEREAFTER:

the rates shown in Column 4

Taux horaires des gages Hourly rates of wages			
Colonne	Colonne	Colonne	Colonne
Column	Column	Column	Column
1	2	3	4

1.— DÉPARTEMENT DES ARTISTES — ART DEPARTMENT:

Artiste (reproduction seulement) (ouvrage commercial ou général, Dessinateur et Graveur — *Artist* (reproducers only) Commercial, General, Letter and Engraver

1.18 1.20 1.23 1.26

Étiquettes pharmaceutiques (Graveur et Dessinateur employés exclusivement à du travail d'étiquettes pharmaceutiques) — *Drug Label* (Engraver and Letterer engaged exclusively on Drug Label Work)

.84 .86 .88 .90

Affiche (crayon) — *Poster* (crayon)

1.28 1.31 1.34 1.37

Affiche (lettrage) — *Poster* (letterers)

1.02 1.05 1.07 1.10

Retoucheur (travaux en couleurs) — *Process* (Color Corrector)

1.40 1.43 1.47 1.50

2.— DÉPARTEMENT DU CAMERA — CAMERA DEPARTMENT:

Opérateur de camera (travaux aux traits) — *Camera Operator* (Line Work)

.77 .78 .80 .82

Opérateur de camera (travaux en simili "Halftone", et séparation des couleurs) — *Camera Operator* (Halftone and color separation)

1.18 1.20 1.23 1.26

Opérateur de machines à projection — *Projection Machine Operator*

1.18 1.20 1.23 1.26

3.— DÉPARTEMENT DE PRÉPARATION DES PLAQUES — PLATE MAKING DEPARTMENT:

Transporteur (travaux commerciaux) — *Commercial Transferer*

1.02 1.05 1.07 1.10

Transporteur (travaux en couleurs) — *Color Transferer*

1.18 1.20 1.23 1.26

Tireur d'épreuves — *Prover*

1.18 1.20 1.23 12.6

Opérateur de machines à transports photo-mécaniques (Photo-Composograph et Step & Repeat Machine) — *Photo Composograph and Step & Repeat Operator*

1.18 1.20 1.23 1.26

Opérateur de châssis pneumatiques (Vacuum Frames) produisant des plaques originales, des plaques pour épreuves et des plaques pour presses, avec châssis d'un format jusqu'à et y compris 23 x 35 — *Vacuum Frame and Contact Negative Operator* producing original and proving plates and press plates, with frames size up to and including 23 x 35

.73 .74 .76 .78

Opérateur de châssis pneumatiques produisant des plaques pour presses, avec châssis d'un format dépassant 23 x 35 — *Vacuum Frame and Contact Negative Operator*, making press plates with frames size over 23 x 35

1.18 1.20 1.23 1.26

Metteur-en-page lithographique — *Negative Assembler and Layouter*

1.18 1.20 1.23 1.26

	Taux horaire de gages Hourly rates of wages			
	Colonne Column	Colonne Column	Colonne Column	Colonne Column
	1	2	3	4
(Toute position d'opérateur de machine à transports photo-mécaniques qui devient vacante doit être comblée par des compagnons transporteurs, s'il y en a de disponibles) — (All vacancies on Photo Composing Machines to be filled by Journey-men transferers, when available)				
Polisseur de pierres — Stone polisher	.73	.74	.76	.78
Greneur — Plate Grainer:				
Conduisant un grainoir à plaque unique — Operating a single plate machine.	.73	.74	.76	.78
Conduisant deux grainoirs à plaque unique ou un grainoir à doubles plaques — Operating two single or one double plate machine.	.89	.91	.93	.95
4.— DÉPARTEMENT DES PRESSES — PRESS DEPARTMENT:				
Opérateur de machines à multicopier — Multicopying Machine Operator:				
1ère année — First year	.64	.65	.67	.69
Années subséquentes — Thereafter	.78	.80	.82	.84
Compagnon pressier — Journeymen pressmen:				
Groupe 1.— Presses jusqu'à et y compris 12 x 19 — Group 1.— Presses up to and including 12 x 19:				
1 couleur — 1 color	.78	.80	.82	.84
Groupe 2.— Presses dépassant 12 x 19 jusqu'à et y compris 20 x 30 — Group 2.— Presses over 12 x 19 up to and including 20 x 30:				
1 couleur — 1 color	.91	.93	.95	.98
2 couleurs — 2 colors	1.18	1.20	1.23	1.26
Groupe 3.— Presses dépassant 20 x 30 jusqu'à et y compris 22 x 34 — Group 3.— Presses over 20 x 30 up to and including 22 x 34:				
1 couleur — 1 color	.96	.98	1.01	1.03
2 couleurs — 2 colors	1.18	1.20	1.23	1.26
Groupe 4.— Presses dépassant 22 x 34 jusqu'à et y compris 36 x 48 — Group 4.— Presses over 22 x 34 up to and including 36 x 48:				
1 couleur — 1 color	1.18	1.20	1.23	1.26
2 couleurs — 2 colors	1.29	1.32	1.35	1.38
Groupe 5.— Presses dépassant 36 x 48 jusqu'à et y compris 44 x 52, 38½ x 58½ et 41 x 55½ — Group 5.— Presses over 36 x 48 up to and including 44 x 52, 38½ x 58½, 41 x 55½:				
1 couleur — 1 color	1.23	1.26	1.29	1.32
2 couleurs — 2 colors	1.45	1.49	1.52	1.56
3 couleurs — 3 colors	1.55	1.59	1.63	1.67
Groupe 6.— Presses de format dépassant ceux énumérés au groupe 5 — Group 6.— Presses sizes over Group 5:				
1 couleur — 1 color	1.34	1.37	1.40	1.44
2 couleurs — 2 colors	1.50	1.54	1.58	1.61
Groupe 7.— Presses à 4 couleurs — Group 7.— Four Color Presses:				
1er pressier — 1st Pressmen	1.72	1.76	1.80	1.85
2ième pressier — 2nd Pressmen	1.51	1.55	1.59	1.63
Groupe 8.— Presses "Web Offset" — Group 8.— Web Offset Presses	1.23	1.26	1.29	1.32
Groupe 9.— Presses à marbre Horizontal (pierre) — Group 9.— Flat Bed Presses (Stone)	1.02	1.05	1.07	1.10
Groupe 10.— Presses rotatives, procédé direct — Group 10.— Direct Rotary Presses	1.10	1.13	1.16	1.19
Les presses employant le papier à bobine pour la production des formes à débit continu ne sont pas comprises dans la cédule ci-dessus. — Roll feed presses producing continuous forms are exempt from the above schedule.				
5.— MARGEURS ET PRÉPOSÉS AUX MARGEURS AUTOMATIQUES — FEEDER AND FEEDER OPERATOR:				
Presses une couleur — One color presses:				
Groupes 2 et 3 — Groups 2 and 3:				
1ère année — 1st year	.49	.50	.51	.53
2ème année — 2nd year	.52	.53	.55	.56
années subséquentes — Thereafter	.55	.56	.58	.59
Groupe 4 — Group 4:				
1ère année — 1st year	.52	.53	.55	.56
2ème année — 2nd year	.57	.59	.60	.61

	Taux horaire de gages Hourly rates of wages			
	Colonne Column 1	Colonne Column 2	Colonne Column 3	Colonne Column 4
années subséquentes — Thereafter	.63	.65	.66	.68
Groupes 5, 8, 9 et 10 — Groups 5, 8, 9 and 10:				
1ère année — 1st year	.54	.55	.57	.58
2ème année — 2nd year	.61	.63	.64	.66
années subséquentes — Thereafter	.70	.71	.73	.75
Groupe 6 — Group 6:				
1ère année — 1st year	.56	.57	.59	.60
2ème année — 2nd year	.64	.66	.67	.69
années subséquentes — Thereafter	.76	.77	.79	.81
Presse à multi-couleurs — Multi-color Presses:				
Groupes 2 et 3 — Groups 2 and 3:				
1ère année — 1st year	.51	.52	.53	.55
2ème année — 2nd year	.55	.56	.58	.59
années subséquentes — Thereafter	.61	.63	.64	.66
Groupe 4 — Group 4:				
1ère année — 1st year	.53	.54	.56	.57
2ème année — 2nd year	.61	.63	.64	.66
années subséquentes — Thereafter	.70	.71	.73	.75
Groupes 5, 7, 8, 9 et 10 — Groups 5, 7, 8, 9 and 10:				
1ère année — 1st year	.55	.56	.58	.59
2ème année — 2nd year	.64	.66	.67	.69
années subséquentes — Thereafter	.76	.77	.79	.81
Groupe 6 — Group 6:				
1ère année — 1st year	.57	.59	.60	.61
2ème année — 2nd year	.70	.71	.73	.75
années subséquentes — Thereafter	.81	.83	.85	.87
Presse à quatre couleurs à feuilles mobiles, 36 x 48 et plus — Four Color, Sheet Fed Presses, 36 x 48 or over:				
1er préposé au margeur — 1st feeder operator	.96	.98	1.01	1.03
2ème préposé au margeur — 2nd feeder operator	.86	.88	.90	.92

6.— APPRENTI — APPRENTICES:

i.— Département des Artistes, Département du Camera et Département de préparation des plaques — Art Department, Camera Department and Plate Making Department:

1ère année, stage probatoire — 1st year, Probationary Period	.31	.31	.32	.33
2ème année, 1er semestre — 2nd year, 1st six months	.36	.37	.37	.38
2ème année, 2ème semestre — 2nd year, 2nd six months	.40	.41	.42	.43
3ème année, 1er semestre — 3rd year, 1st six months	.46	.47	.48	.49
3ème année, 2ème semestre — 3rd year, 2nd six months	.54	.55	.57	.59
4ème année, 1er semestre — 4th year, 1st six months	.62	.64	.65	.67
4ème année, 2ème semestre — 4th year, 2nd six months	.71	.72	.74	.76
5ème année, 1er semestre — 5th year, 1st six months	.79	.81	.82	.84
5ème année, 2ème semestre — 5th year, 2nd six months	.88	.90	.92	.94
6ème année, 1er semestre — 6th year, 1st six months	.96	.98	1.01	1.03
6ème année, 2ème semestre — 6th year, 2nd six months	1.06	1.09	1.11	1.14

ii.— Département des presses: (voir paragraphe "d" de l'article X). — Press Department (See Section X, Sub-section "d").

7.— AIDE — HELPERS:

1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months	.41	.42	.43	.44
1ère année, 2ème semestre — 1st year, 2nd six months	.46	.47	.48	.49
années subséquentes — Thereafter	.51	.52	.53	.55

15419-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

15419-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 34

Index of the Quebec Official Gazette, No. 34

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Blais vs Pidgeon	2269
Boucher vs Villeneuve	2269
Xenos vs Mavrias	2269

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Blais vs Pidgeon	2269
Boucher vs Villeneuve	2269
Xenos vs Mavrias	2269

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

3224 — Industrie de la construction dans la région de Québec	2299
3225 — Métiers de la construction dans la région de Trois-Rivières	2269
3226 — Travailleurs en fourrure, commerce de gros, de la région de Montréal	2300
3322 — Industrie et métiers de la construction dans l'Île de Montréal	2296
3323 — Employés de garages dans la région de Sherbrooke	2300
3324 — Industrie de la lithographie dans la province de Québec	2301
3325 — Tanneries et corroieries de la province de Québec	2300

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2251

AVIS DIVERS:

La Caisse Populaire de Odanak (Fondation)	2271
La Caisse Populaire Desjardins de Laforce (Fondation)	2275
La Caisse Populaire Desjardins de Manseau (Fondation)	2272
La Caisse Populaire Desjardins de St-Cyrille-de-Normandin (Fondation) ..	2272
La Fédération de l'U.C.C. du Diocèse d'Amos (Formation)	2272
L'Association Nationale des Employés de la Boulangerie de Valleyfield (Formation)	2274
Le Syndicat Coopératif de Téléphone De Villers et Ste-Gertrude (Fondation)	2275
Le Syndicat de l'U.C.C. de Chicoutimi (Formation)	2272
Le Syndicat de l'U.C.C. de Duparquet (Formation)	2275
Le Syndicat de l'U.C.C. de East-Hereford (Formation)	2273
Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame-de-Bonsecours (Formation)	2273
Le Syndicat de l'U.C.C. de Piopolis (Formation)	2274
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ripon (Formation)	2273
Le Syndicat de l'U.C.C. de Rock Forest (Formation)	2275
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Augustin-de-Woburn (Formation)	2273
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ferdinand (Formation)	2276
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-François-de-Sales (Formation)	2273
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Joseph-de-Ham-Sud (Formation)	2272
Le Syndicat de l'U.C.C. de Yamaska (Formation)	2274
Saint-Joseph-des-Érables, munic. de (Nom changé)	2274
Syndicat Catholique de l'industrie du meuble de Cabano, Inc. (Formation) ..	2274
Syndicat Catholique et National des Employés de la Couture de St-Jacques (Formation)	2276
Syndicat du Travail de Poularies (Fondation)	2271

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

St-Charles-de-Grondines, village de 2276

ORDERS IN COUNCIL:

3224 — Construction industry in the district of Quebec	2299
3225 — Building trades in the district of Trois-Rivières	2269
3226 — Fur workers, wholesale trade, District of Montreal	2300
3322 — Construction industry and trades in the Island of Montreal	2296
3323 — Garage employees in the district of Sherbrooke	2300
3324 — Lithographing industry in the Province of Quebec	2301
3325 — Tanning and currying industry in the Province of Quebec	2300

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2251

MISCELLANEOUS NOTICES:

La Caisse Populaire de Odanak (Fondation)	2271
La Caisse Populaire Desjardins de Laforce (Fondation)	2275
La Caisse Populaire Desjardins de Manseau (Fondation)	2272
La Caisse Populaire Desjardins de St-Cyrille-de-Normandin (Fondation) ..	2272
La Fédération de l'U.C.C. du Diocèse d'Amos (Formation)	2272
L'Association Nationale des Employés de la Boulangerie de Valleyfield (Formation)	2274
Le Syndicat Coopératif de Téléphone De Villers et Ste-Gertrude (Fondation)	2275
Le Syndicat de l'U.C.C. de Chicoutimi (Formation)	2272
Le Syndicat de l'U.C.C. de Duparquet (Formation)	2275
Le Syndicat de l'U.C.C. de East-Hereford (Formation)	2273
Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame-de-Bonsecours (Formation)	2273
Le Syndicat de l'U.C.C. de Piopolis (Formation)	2274
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ripon (Formation)	2273
Le Syndicat de l'U.C.C. de Rock Forest (Formation)	2275
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Augustin-de-Woburn (Formation)	2273
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ferdinand (Formation)	2276
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-François-de-Sales (Formation)	2273
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Joseph-de-Ham-Sud (Formation)	2272
Le Syndicat de l'U.C.C. de Yamaska (Formation)	2274
Saint-Joseph-des-Érables, munic. de (Name changed)	2274
Syndicat Catholique de l'industrie du meuble de Cabano, Inc. (Formation) ..	2274
Syndicat Catholique et National des Employés de la Couture de St-Jacques (Formation)	2276
Syndicat du Travail de Poularies (Fondation)	2271

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Charles-de-Grondines, village of 2276

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Clermont, syndics des écoles dissidentes
de 2276

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la
construction de Québec (Avis)..... 2282
Comité conjoint de l'industrie de la
construction de Québec (Modification) 2286
Comité conjoint des métiers de la
construction de Montréal (Appro-
bation de règlements) 2280
Comité paritaire de l'industrie de la
fourrure, section du gros, de Mont-
réal (Prolongation de prélèvement). 2282
Comité paritaire de l'industrie de l'im-
primerie de Montréal et du district
(Approbation de règlements) 2280
Comité paritaire des barbiers-coiffeurs
de Montréal (Prélèvement)..... 2277
Comité paritaire du commerce de détail
de Chicoutimi (Approbation de règle-
ments) 2282
Comité paritaire du commerce de détail
de Chicoutimi (Prélèvement)..... 2278
Comité paritaire du commerce de détail
de Richmond-Melbourne (Approba-
tion de règlements)..... 2280
Commerce de gros de l'alimentation
dans les cités de Québec et Lévis
(Modification)..... 2283
Métiers de barbier et coiffeur dans l'île
de Montréal, la cité de St-Lambert
et la municipalité de St-Antoine de
Longueuil (Modification) 2281
Métiers du bâtiment dans la région
des Cantons de l'Est (Modification). 2281

TRÉSOR:

Assurances:

La Solidarité Compagnie d'assurance
sur la vie 2287

ERRATUM:

Métiers de barbier et de coiffeur de la
région de Sherbrooke..... 2287

LETTRES PATENTES:

Art Neckwear Inc..... 2252
Ateliers Artisans de Charlevoix, Li-
mitée..... 2253
Barry Casuals Inc..... 2253
Carpentier Goldfields Ltd..... 2254
C. Gendron et Compagnie, Limitée... 2254
Clermont Inc..... 2255
Concernant la charte de la ville de l'île
Cadieux 2268
Edgar Charbonneau Limitée 2255
Electrical Home, Ltd. 2255
F.-O. Cournoyer Limitée..... 2256
Gilles Beaugrand Inc..... 2256
J.-E. Giguère, Limitée..... 2257
J.-H. Depelteau Inc..... 2258
La Cie de Caoutchouc Marc Limitée —
Marc Rubber Co. Limited 2258
La Filature de Warwick, Compagnie
Limitée — Warwick Yarn Mills, Com-
pany Limited..... 2259
L'Oeuvre des terrains de jeu de St-Jean-
Port-Joli, Incorporée 2259
L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des
Loisirs de Ste-Agathe-des-Monts.... 2260

EDUCATION:

Clermont, trustees of dissentient schools
of 2276

LABOUR:

Joint Committee of the construction
industry of Québec (Notice)..... 2282
Joint Committee of the construction
industry of Québec (Amendment)... 2286
Building trades joint committee of
Montreal (Approval of by-laws).... 2280
Fur industry parity committee, whole-
sale section, of Montreal (Extension of
levy)..... 2282
Printing industry parity committee for
Montreal and District (Approval of
by-laws)..... 2280
Parity Committee of barbers and men's
hairdressers of Montreal (Levy).... 2277
Parity Committee of the retail trade of
Chicoutimi (Approval of by-laws).. 2282
Parity Committee of the retail trade of
Chicoutimi (Levy)..... 2278
Joint Committee of Richmond's and
Melbourne's retail trade (Approval of
by-laws)..... 2280
Wholesale food trade in the cities of
Québec and Lévis (Amendment).... 2283
Barber and hairdressing trades in the
Island of Montreal, the city of St.
Lambert and the municipality of St.
Antoine de Longueuil (Amendment).. 2281
Building trades in the Eastern Town-
ships District (Amendment)..... 2281

TREASURY:

Insurance:

La Solidarité Compagnie d'assurance
sur la vie 2287

ERRATUM:

Barber and hairdresser trades in the
district of Sherbrooke..... 2287

LETTERS PATENT:

Art Neckwear Inc..... 2252
Ateliers Artisans de Charlevoix, Li-
mitée..... 2253
Barry Casuals Inc..... 2253
Carpentier Goldfields Ltd..... 2254
C. Gendron et Compagnie, Limitée... 2254
Clermont Inc..... 2255
Concerning charter of town of l'île
Cadieux 2268
Edgar Charbonneau Limitée 2255
Electrical Home, Ltd. 2255
F.-O. Cournoyer Limitée..... 2256
Gilles Beaugrand Inc..... 2256
J.-E. Giguère, Limitée..... 2257
J.-H. Depelteau Inc..... 2258
Marc Rubber Co. Limited — La Cie
de Caoutchouc Marc Limitée..... 2258
Warwick Yarn Mills, Company Li-
mitée — La Filature de Warwick,
Compagnie Limitée 2259
L'Oeuvre des terrains de jeu de St-
Jean-Port-Joli, Incorporée 2259
L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des
Loisirs de Ste-Agathe-des-Monts.... 2260

Maid-Rite Products Company Limited	2260
Manufacture de Fruits Artificiels Limitée — L'Eclair Artificiel Fruits Mfg Limited	2260
Mayfair Enterprises Inc.	2261
Michaud & Simard, Inc.	2262
Montreal Soaring Council	2262
Pointe Claire Lumber Ltd.— Ltée	2263
Quebec Productions Corporation	2263
Shakespeare Club	2264
S. I. R. Ltd.	2264
Théâtre Capitol de Magog Inc.	2265
Théâtre Palace de Magog Inc.	2265
Théâtre Rialto de Farnham Inc.	2265
Théâtre Star de Waterloo Inc.	2266
Van Geun Inc.	2266
West-Island Investment Co. Limited	2267
Wolfe Realities Ltd.	2267

Maid-Rite Products Company Limited	2260
L'Eclair Artificiel Fruits Mfg Limited — Manufacture de Fruits Artificiels Limitée	2260
Mayfair Enterprises Inc.	2261
Michaud & Simard, Inc.	2262
Montreal Soaring Council	2262
Pointe Claire Lumber Ltd.— Ltée	2263
Quebec Productions Corporation	2263
Shakespeare Club	2264
S. I. R. Ltd.	2264
Théâtre Capitol de Magog Inc.	2265
Théâtre Palace de Magog Inc.	2265
Théâtre Rialto de Farnham Inc.	2265
Théâtre Star de Waterloo Inc.	2266
Van Geun Inc.	2266
West-Island Investment Co. Limited	2267
Wolfe Realities Ltd.	2267

MINUTES DE NOTAIRES:

Brossard, Jean, en faveur de	2287
St-Pierre, Louis-Albert	2287

NOTARIAL MINUTES:

Brossard, Jean, in favour of	2287
St-Pierre, Louis-Albert	2287

NOMINATIONS:

Commissaires d'écoles	2288
-----------------------	------

APPOINTMENTS:

School Commissioners	2288
----------------------	------

PROCLAMATION:

Concernant le terme de la Cour du Banc du Roi, district de Beauce	2289
---	------

PROCLAMATION:

Concerning the term of the Court of King's Bench, district of Beauce	2289
--	------

SIÈGES SOCIAUX:

Central America Import & Export Co.	2290
The Montreal Loan and Mortgage Company	2290

HEAD OFFICES:

Central America Import & Export Co.	2290
The Montreal Loan and Mortgage Company	2290

SOUMISSIONS:

Commission scolaire de Notre-Dame-de-la-Garde	2293
Laprairie, ville de	2291
Rouyn, ville de	2292
Richmond, ville de	2290
St-Georges-Ouest, village de	2294

TENDERS:

School Commission of	2293
Laprairie, town of	2291
Rouyn, town of	2292
Richmond, town of	2290
St-Georges-West, village of	2294

VENTE POUR TAXES:

Hull, cité de	2294
---------------	------

SALE FOR TAXES:

Hull, city of	2294
---------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Ross vs Valcourt	2295
------------------	------

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Ross vs Valcourt	2295
------------------	------

TERREBONNE:

Lamarre vs Lambert <i>et vir</i>	2296
----------------------------------	------

TERREBONNE:

Lamarre vs Lambert <i>et vir</i>	2296
----------------------------------	------

15420-0

15420-0

